L'hebdomadaire des Socialistes

Vendredi

Troisième année - N°89- Vendredi 8 février 1991 - ISSN 0995-0583 - Prix 6 F



Coll. Fondation Jean Jaurès

VOTRE COURRIER

Je suis très intéressé, "Vendredi", par votre page consacrée à Yves Lacoste et je vous remercie de nous l'avoir présenté. Son regard pénétrant, ses remarques judicieuses nous éclairent sur des questions fondamentales qui, dans l'esprit de beaucoup, restent confuses ou classées dans des schémas simplistes. (...) L'invasion de la publicité, l'infiltration de l'école et des médias par les images du train de vie occidental créent, certes, une frustration qu'il faut prendre en compte pour y porter remède.
Fasse le ciel que cette frustration ne soit pas assumée par un sectarisme violent, un défoulement intégriste stupide qui n'est, sans doute, qu'une caricature de l'islam et qui serait armé grâce au prix du pétrole ! Nous aurions alors un "djihad" équivoque qui servirait de pseudo-culture à un "nazisme arabe". Qui est capable de faire entendre raison au monde fanatisé qui se lève ?
Il reste que le colonialisme a bien servi les Etats colonisateurs et laissé démunis les peuples colonisés. Il n'est pas douteux non plus qu'un néocolonialisme financier a remplacé le colonialisme militaire de nos parents et que le résultat reste une prolétarisation des peuples dominés. Ainsi, la liberté reste encore bien lointaine.
La bonne conscience à peu de frais est toujours une attitude dangereuse. Nous avons été acculés à affronter le nazisme pour n'avoir pas su dominer notre victoire en 1918. Nous avons dû faire des guerres stupides (Indochine, Algérie) pour avoir préféré le colonialisme confortable et béat à une attitude fraternelle à l'égard de peuples qui avaient une position de mineurs face à notre civilisation industrielle. Saurons-nous en tirer les leçons aujourd'hui ? Depuis tant d'années, Mitterrand tente d'agir pour rééquilibrer les rapports Nord-Sud, quels que soient les acquis des uns et des autres. Croyez-vous sincèrement que le capitalisme américain nous y aidera ?
André Beaugé - Six-Fours-les-Plages (83)

■

L'article "L'arbre et le lierre " (n° 87 du 28 janvier, p. 21, sur le livre de George Steiner "Réelles présences : les actes du sens"), est de ceux qui, depuis quelque temps, contribuent à l'élévation du niveau du "Vendredi." Le seul but que se propose ma modeste correspondance est d'apporter une contribution de notre Michel de Montaigne au propos de J.G (et de G.Steiner).
"Mais je ne sçay comment il advient (et si advient sans doubte) qu'il se trouve autant de vanité et de foiblesse d'entendement en ceux qui font profession d'avoir plus de suffisance, qui se meslent de vacations lettrées et de charges qui despendent des livres, qu'en nulle autre sorte de gens." ("De la présomption", p.1069 de l'éd.Villoy).
Et encore ("De l'expérience") : "Il y a plus affaire à interpréter les interprétations qu'à interprêter les choses, en plus de livres sur les livres que sur autre subject : nous ne faisons que nous entregloser. Tout fourmille de commentaires ; d'auteurs, il en est grand charté. Le principal et plus fameux sçavoir de nos siècles, est-ce pas sçavoir entendre les sçavants ? Est-ce pas la fin commune et dernière de toutes estudes ? "
Lionel Marmin - Orléans (45)

■

Votre journal m'énerve. J'y cherche des références socialistes, mais, bien souvent, je n'y trouve rien d'autre que les mêmes choses, exposées de la même façon que dans d'autres supports. Bref, l'idéologie dominante imbibe vos journalistes comme bon nombre de nos dirigeants. Voici deux exemples relevés dans "Vendredi" n° 87 du 25 janvier 1991.
— Nous faudrait-il pleurer sur le sort matériel des médecins ? Tout le monde connaît beaucoup de pauvres, mais pas de médecins pauvres. Au contraire, beaucoup d'entre eux sont plus qu'à l'aise ou le deviennent après seulement quelques petites années d'exercice. Bref, votre article est inexact et tendancieux. Dominique, qui voit 18 patients par jour, gagne incontestablement plus de 10.000 F par mois. Et même s'il y avait quelques cas particuliers, ils ne sauraient en aucun cas masquer l'éclatante réussite de l'immense majorité : ne pas oublier que la bouteille vide au 1/1.000e est aussi pleine aux 999/1.000e !
— Les banquiers sont bien malheureux avec leurs Sicav de trésorerie qui leur coûtent si cher. Ce n'est tout de même pas par hasard qu'ils ont créé et développé ces véritables vaches à lait (croyez-en mon expérience d'ancien banquier). La vérité est que les banquiers sont des requins et qu'ils en veulent toujours plus.
J'ai un peu l'impression que ces deux articles auraient pu être écrits par le lobby des toubibs et par le lobby des banquiers.
En conclusion, tout cela sent fortement la bonne pensée capitaliste, mais les vraies questions sont rarement posées.
C. Normand - Marnay (70)

■

C'est avec retard que je reprends un article paru dans le n° 82 de "Vendredi", dans l'article "Affaires... pour qui ?"
Vous vous réjouissez que, désormais, le financement des partis ait enfin été légalisé, cette satisfaction étant également exprimée dans le texte voté par la commission des résolutions à la convention nationale et où on lit également : "Le PS veillera à une stricte application de cette loi pour tous."
Toutefois, j'aimerais avoir votre sentiment sur le fait que seul le Front national paraisse exclu de cette décision. Car, si je me réfère au "Journal du Parlement", j'y remarque, que pour 1990, la dotation versée par l'Etat s'est montée à 95.530.134 F pour le PS ; que tous les partis y figurent à l'exception du FN. Alors que, dans cette dotation, y apparaissent des partis fantomatiques ainsi, l'Union pour le renouveau de Sainte-Marie, dont j'ignorais l'existence et qui s'est vue gratifier de 295.759 F.
Je ne voudrais pas (et sans mauvais jeu de mot) me faire l'avocat du diable mais, me situant sur un plan strictement démocratique, auquel tout le monde se réfère actuellement, je m'étonne que, d'un côté, on ignore l'existence de 4.500.000 personnes qui ont voté pour ce parti qu'on l'aime ou qu'on ne l'aime pas, mais qui ont malgré tout exprimé une volonté et que, d'un autre côté, on nous demande d'intégrer dans notre société 3.800.000 (?) étrangers qu'on les aime ou qu'on ne les aime pas, là n'est pas la question. Quelle image peut-on donner de nous à des gens à qui on veut faire partager notre mode de vie alors que nous nous comportons les uns envers les autres non pas en adversaires ou concurrents politiques, mais en ennemis acharnés qu'il faut absolument faire disparaître même "physiquement" comme certains l'on déjà prôné publiquement.
Serge Ledru - St-Cirq (82)

■

Dans son article du 18 janvier 1991 sur le syndicalisme, Monique Grima se croit autorisée à attribuer aux trotskistes la paternité du mouvement "Autrement" dans la FEN. Il s'agit d'une lourde erreur. "Autrement" est un rassemblement de syndiqués issus de toutes les tendances et, en premier lieu, de façon très largement majoritaire, d'UID.
La vérité est que "Autrement" ne se satisfait, en matière syndicale, ni de la courroie de transmission léniniste parti-syndicat, ni de la liaison organique syndicalisme-politique, chère aux régimes sociaux-démocrates. Cela s'appelle indépendance syndicale.
A défaut d'avoir pris son information auprès des responsables de "Autrement" ou dans les divers articles que la presse nationale consacre à la situation interne à la FEN, "Vendredi", habituellement neutre à l'égard des courants de pensée socialistes, est tombé en pleine consultation des syndiqués de la FEN dans l'argumentation et le piège ouverts par la tendance majoritaire UID. Dix-sept années d'adhésion ininterrompue, d'engagement responsable au Parti socialiste et de combat pour faire prévaloir les valeurs du socialisme, le respect que je porte à la qualité et au sérieux de "Vendredi" m'autorisent à vous adresser mes remontrances.
Bernard Pabot - Jasseron (01)

■

Depuis quelques jours, le prix du baril de pétrole a baissé sur les marchés internationaux ; il se tient entre 18 et 25 dollars. Or,0à la pompe, les prix des carburants n'ont pas baissé, alors que, pour expliquer leur hausse, à partir d'août, les pétroliers avaient déclaré que le baril avait augmenté et était passé à 30/35 dollars. Notre ministre de l'Economie et des Finances avait donné son accord à cette augmentation et avait recommandé aux pétroliers d'avoir une certaine modération pour les hausses. Le même ministre en avait profité au début de janvier pour augmenter les taxes levées par l'Etat sur les produits pétroliers, alors que rien ne les justifiait. Aujourd'hui, le même ministre, socialiste de surcroît, déclare qu'il n'interviendra pas pour fixer les prix à la pompe. Il laisse donc aux pétroliers le soin de fixer unilatéralement ces prix, et ceux-ci se gardent bien de répercuter la baisse des prix à l'achat. Conclusion : le consommateur continue de payer des prix anormalement élevés pour des produits qui retrouvent à l'achat leur niveau d'avant la crise du Golfe.
Pourquoi cette mansuétude génératrice de profits élevés que rien ne justifie, ni sur le plan économique, ni sur celui de la morale élémentaire ? Pourquoi conserver la taxe intervenue en janvier ?
André Nouschi - Nice (06)

■

A bien lire le courrier des lecteurs, on pourrait penser que les socialistes qui se sont rangés derrière François Mitterrand et le gouvernement ne sont pas des pacifistes. Ce procès d'intention est dangereux pour l'avenir du Parti car il pourrait conduire à des oppositions préparant un affaiblissement du PS.
Ceux qui veulent conserver leur entière liberté et leur liberté d'expression se sont-il interrogés pour savoir ce qui serait advenu si la France n'avait pas voulu d'un combat pour la liberté ? Ils avancent que la France n'avait pas épuisé toutes les possibilités de négociation. Est-ce qu'elle aurait dû abandonner le préalable de l'évacuation du Koweït, et faudrait-il chaque fois rappeler les initiatives françaises, alors qu'aucun signe n'est jamais venu de Saddam Hussein ?
Georges Comte - Bourg-en-Bresse (01)

■

Seuls les Etats-Unis, sous l'égide des Nations Unies, pouvaient intervenir rapidement et efficacement pour casser la puissance irakienne. Bien sûr, des soi-disants pacifistes, plus ou moins manipulés par des extrémistes musulmans, n'apprécient pas l'intervention militaire qui va réduire à néant les espoirs du dictateur. Ces pacifistes devraient bien réfléchir à ce qui serait advenu de l'Europe si les Américains n'étaient pas intervenus dans la Seconde Guerre mondiale. Nous serions, depuis plus de 45 ans, sous le joug des nazis ou bien, éventuellement, sous le joug des Soviétiques et l'on comprend mieux aujourd'hui ce que cela veut dire. N'oublions donc pas que c'est au sacrifice des soldats américains tombés sur notre sol que nous devons notre liberté et que nous devrons la paix à ceux qui tomberont demain.
Alain Ignacimouttou - La Crau (83)

■

Qui, de l'Irak ou des USA, est la plus dangereuse des dictatures ? Qui essaye d'imposer son hégémonie sur le monde ? Le premier a envahi le Koweït, le second la Grenade et Panama. Vous objecterez que Noriega était un dictateur, qui n'a d'ailleurs toujours pas été jugé ! Que dire des émirs ou du roi d'Arabie, et Bush ne s'est-il pas opposé au plan de paix pourtant proposé par la France ?
Guy Cortial - Le Puy-en-Velay (43)

■

Cessez de critiquer le manque de démocratie à l'intérieur du PC. Vous n'avez rien à lui envier. La discipline de vote est un scandale. Chacun doit pouvoir se prononcer en conscience, surtout quand il est question de vie ou de mort. Et comment pouvez-vous supporter sans broncher la censure et le bourrage de crâne qui règnent actuellement dans les médias, et l'invasion obscène et satisfaite des "képis" ?
J'ai renoncé jusqu'à nouvel ordre à la télé et à la radio, exception faite pour Gérard Lefort (Claude Villiers et son équipe étant passés à la trappe.) Et j'ai abandonné mes journaux habituels pour "Le Canard enchaîné" "L'Humanité" et, surtout, "Témoignage chrétien". Je les retrouve tels qu'il y a 30 ans, quand on les saisissait à tout propos. Je suppose d'ailleurs que vous n'allez pas tarder à sévir(...) Je suis sûre de ne pas voir ma lettre dans votre "courrier des lecteurs", la seule rubrique encore agréable à lire.
Claudine Petit-Lèves (28)

■

Vendredi

10, rue de Solferino
75333 Paris cedex 07
Télex : 200 174
Télécopie : 45.51.47.03
Service abonnés : 45.56.78.57
Téléphone :
pour joindre directement votre correspondant, il suffit de composer 45.56...(précédé du 16-1 si vous appelez de province) suivi des 4 chiffres qui figurent entre parenthèses à la suite de chaque nom

DIRECTION
Directeur de la publication :
Bernard Roman (78.48)
Comité de direction :
Jean-Pierre Becquet, Jean-Marcel Bichat, Pierre Brana, Philippe Dorthe, Pierre Guidoni, Gérard Le Gall, Gérard Lindeperg, Arnaud Massip, Pierre Moscovici, François Rebsamen, Bernard Roman, Françoise Seligmann, Daniel Vaillant.

REDACTION
Rédactrice en chef :
Lyne Cohen-Solal
Directeur de la rédaction :
Jacques Garat (78.58)
Secrétaire gal de la rédaction :
Jacques Goubin (78.82)

Politique : J.-Pierre Bédéï (78.73)
Economie : Monique Grima (78.70)
Idées : Bernard Chaouat (79.01)
Société : Patricia Jaffray (78.94)
Régions : Maryline Trassard (78.71)
International : Ghislaine Toutain (78.55)
Secrétaires de rédaction :
Vanda Gervasio (78.61)
Taoufik Khatib (adjoint) (78.54)
Maquette : Flavienne Allar (78.92)
Photo : Pascal Lebrun (78.53)
Secrétariat : N (77.92)

ADMINISTRATION, GESTION
Madeleine Darbel (78.44)
Annick Jacquet (77.96)

ABONNEMENTS ET SERVICE LECTEURS
Marie-Reine Jost (78.57)

PUBLICITE
Pyramid Conseil - (16.1) 43.70.86.80

FABRICATION
Photogravure, montage :
Dawant - Paris
Impression : Avenir Graphique - Torcy
Routage : Inter-routage - Aubervilliers / Bottin-direct - Paris

N° Commission Paritaire : 10.889

"Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2000

Crédits Photo :
J. Witt / Sipa-Press (couv.) ; Aral / Sipa-Press (pp.3 et 10) ; Gamma (pp.3 et 20) ; Georges Merillon / Gamma (p.7) ; Noël Quidu / Gamma (p.8) ; Laguet / Jerrican (p.14) ; Michel Lambert / Gamma (p.16) ; Ribolowski / Rea (p.18) ; Jean-Paul Garcin / Diaf (p.19) ; J. Prebois / GLMR (p.21) ; Andersen / Gamma (p.21) ; autres P.L.

Ce numéro a été tiré à 252.000 ex.

CETTE SEMAINE

2 Courrier

POLITIQUE

4 Les socialistes derrière François Mitterrand
5 Pierre Mauroy
6 Les débats du CD

INTERNATIONAL

7 • La guerre du Golfe : troisième semaine
• PS : nouvelles étapes
8 Pays arabes : le Maroc
9 Arguments : Michel Rocard, Laurent Fabius

IDEES

10 Islam ou laïcité

11 à 13 DOSSIER
Enseignement professionnel
11 Les vertus des LP
12 Avis d'un chef d'entreprise
13 Robert Chapuis

ECONOMIQUE ET SOCIAL

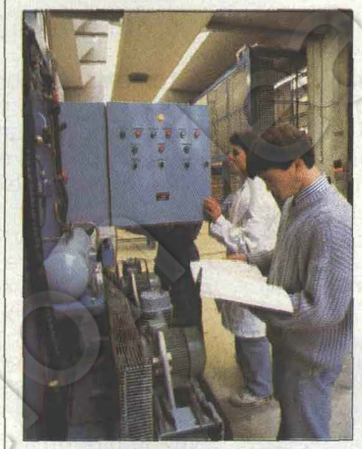
14 • Formation professionnelle
• Nationalisées : une nouvelle manne



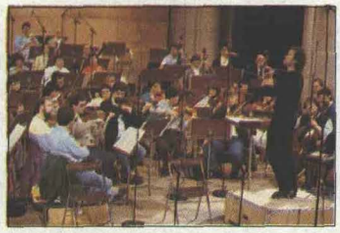
▲ Islam et laïcité



▲ Bernard Bioulac et Georges Frêche



▲ L'enseignement professionnel



▲ L'Orchestre national de Lille

REGIONS

16 Bernard Bioulac / Georges Frêche : pousser les feux de la décentralisation

VIE PRATIQUE

18 Le surendettement des ménages

CROQUIS

19 • Le bloc-notes de Claude Estier
• Virgil Tanase
• Le dessin de la semaine

CULTURE

20 • L'Orchestre national de Lille
• Cinéma : "Alice"
• Télévision
21 • Wilson, père et fils
• Femmes de scène
• Romans policiers
22 • Post-scriptum
• Agenda spectacles

INVITE

23 • Invité : Gilles Kepel

AGENDA

● **"La culture dans toutes ses régions"** : le 9 février, à Aix-en-Provence, pour la région PACA. Organisée par la Délégation nationale à la culture. Objectif : réunir élus et acteurs culturels régionaux, déterminer les perspectives nouvelles de l'action culturelle. Ensuite : 5 et 6 avril à, Créteil, pour la région Ile-de-France.

● **"Spécial Golfe"** : mardi 12, de 20h à 22h ,au siège du PS, le secrétariat national à la Formation organise un débat sur la guerre du Golfe. Trois invités : Gérard Fuchs, Pierre Moscovici et un représentant du secrétariat national aux Relations internationales. Pour y participer, se présenter muni d'un exemplaire de "Vendredi".

● **Se former aux techniques d'animation** : du 23 au 27 mars, le secrétariat national à la Formation organise un stage destiné aux responsables des sections et des fédérations. Il aura lieu à Risoul. Renseignements : 45 56 78 68.

● **" Bruno Kreisky, socialiste et internationaliste"** : la Fondation Jean-Jaurès organise, le mardi 19 février, un séminaire en hommage au Chancelier autrichien.

● **Conférence nationale agricole** : le 23 février, la délégation nationale à l'Agriculture tiendra une réunion sur le thème : "Agricultures et espaces ruraux dans nos sociétés", avec Pierre Mauroy, Louis Mermaz et Jacques Delors.

Revoilà Anastasie !

Cela faisait des années qu'elle n'avait pas sévi, pour interrompre un spectable ou interdire un film mais, en temps de guerre, tout change.
Ainsi, tous les journalistes sont soigneusement "briefés" par Sirpa et consorts. Aucun document ne peut être diffusé s'il n'a obtenu le visa des militaires américains, français ou saoudiens. Il est formellement déconseillé aux reporters de prendre la moindre initiative.
L'information, considérée comme une arme, est confisquée par Anastasie.
Sans avoir un goût immodéré pour les combats, on peut cependant estimer que les citoyens ont droit à la vérité.
Ou alors, Timisoara, c'était de la bricole !

J.R.

comité directeur : les socialistes derrière François Mitterrand

Lors du dernier comité directeur, les socialistes ont confirmé à une très forte majorité leur soutien à la politique de François Mitterrand dans le Golfe. Mais cette question et la démission de Jean-Pierre Chevènement ont révélé le malaise qui règne depuis longtemps à Socialisme et République.

Onze refus de vote émanant de Socialisme et République et quatre abstentions ont empêché les socialistes d'adopter à l'unanimité un texte de soutien à la politique gouvernementale dans le Golfe. Les amis de Jean-Pierre Chevènement ont appliqué le principe du "ni-ni". Ni vote, ni explication de fond.



▲ *Comité directeur du 2 février : Pierre Joxe, ministre de la Défense, en discussion avec Jean-Michel Boucheron, président de la commission de la Défense à l'Assemblée nationale*

Au nom de Socialisme et République, Marie-Arlette Carlotti s'est contentée de lire un bref communiqué : "Cohérents avec l'attitude qui a été la nôtre lors de notre précédent comité directeur, et en accord avec les positions politiques de Jean-Pierre Chevènement, dont nous sommes tous solidaires, nous ne pourrons pas participer au vote sur le texte qui nous est proposé. Il y aura débat, dans le Parti et dans le pays, sur les choix et la politique de la France dans la guerre et à l'aube du XXIe siècle. Une guerre n'est celle du droit que si elle conduit à une paix de justice. Aujourd'hui, cependant, au moment où les combats se poursuivent et où rien ne doit affaiblir la solidarité que nous devons à nos soldats, ce débat viendrait à la fois trop tard et trop tôt. Socialisme et République s'exprimera le moment venu."

Quatre jours après la démission de l'ancien ministre de la Défense, les membres de son courant pouvaient-ils cautionner un texte appuyant l'intervention militaire française dans le Golfe sans paraître se désolidariser de leur chef de file ? Evidemment non. En choisissant de ne pas se prononcer, ils ont évité le pire qu'aurait constitué un vote contre la déclaration du PS. Une telle décision aurait eu comme effet immédiat de rejeter, de fait, Socialisme et République dans la minorité du Parti et de poser ouvertement la question du maintien au gouvernement de Georges Sarre et d'Edwige Avice.

DEUX METHODES

Soucieux de ne pas accentuer les divisions, les amis de Jean-Pierre Chevènement ont refusé d'argumenter sur le plan politique, se bornant à annoncer la publication d'un texte de mise au point dans les prochains jours. "Dérobade", s'est exclamé Lionel Jospin. "Ils s'esquivent", a tonné Pierre Mauroy qui a ajouté : "On ne peut pas gérer l'ambiguïté. Si, à Socialisme et République, ils ne nous donnent pas d'explication, c'est parce qu'ils sont divisés." "Pierre Mauroy a bien compris la situation", reconnaissait un membre de Socialisme et République en quittant le comité directeur, samedi.

Divisé, ce courant l'est depuis quelques mois. Certes, ses dirigeants sont unanimes pour dénoncer une "dérive" de la gauche accusée de "céder trop facilement aux sirènes du libéralisme"; ils ont clairement exprimé leurs divergences avec les autres sensibilités du PS et, surtout, avec le gouvernement au sujet de l'Europe, de la politique économique, de la reconnaissance du "peuple corse" et, bien sûr, du Golfe. Mais ils ne tirent pas tous les mêmes conclusions de cette analyse. "Certains pensent qu'il faut marquer sévèrement cette distance pour prendre date dans la perspective d'une recomposition de la gauche, observe Jean-Yves Autexier. D'autres pensent qu'il ne faut pas se couper des autres courants pour préparer le redressement." Bref, à Socialisme et République s'est ouvert un débat sur "les deux méthodes". D'une part, autour de Didier Motchane, de Max Gallo, de Roland Carraz, s'est dessinée une minorité qui envisagerait de se retrouver dans une opposition au sein du PS. "Actuellement, nous ne sommes plus dans les choix balisés de la pensée socialiste sur des points essentiels : l'esprit des institutions, la République (l'affaire du peuple corse), la guerre et la paix (le Golfe), estime l'un d'eux. Les options actuelles de politique étrangère consti-

Déclaration du comité directeur

Alors que les combats s'intensifient dans le Golfe, au Koweït et en Irak, le Parti socialiste réaffirme son soutien aux choix du président et du gouvernement. Toutes les initiatives possibles ont été engagées, notamment par la France, pour sauvegarder la paix : elles se sont toutes heurtées au refus de Saddam Hussein. Le recours à la force, sur la base de la résolution 678 de l'ONU, est devenu de ce fait non seulement légal mais aussi légitime et nécessaire. Agir autrement était accepter le coup de force militaire et ses conséquences catastrophiques à terme. Les socialistes expriment leur solidarité aux troupes de la coalition internationale et particulièrement aux troupes françaises : elles se battent pour le droit, la liberté et aussi pour la justice. Les objectifs de la guerre, tels qu'ils ont été fixés par les Nations Unies, sont clairs et inchangés : libération du Koweït, acceptation par l'Irak de la loi internationale, respect des règles du droit. Le Parti socialiste se félicite de la déclaration commune américano-soviétique, qui confirme qu'un engagement précis de Saddam Hussein sur ces points pourrait encore permettre d'arrêter la guerre et qui va dans le sens des idées défendues par la France. Il dénonce le chantage à l'utilisation des armes bactériologiques et chimiques. Il condamne les actions inqualifiables multipliées récemment par les dirigeants irakiens : utilisation de l'arme écologique, manipulation inhumaine de prisonniers de guerre, prise en otage de la population civile israélienne, à travers des tirs de missiles dirigés contre un Etat qui n'est pas partie prenante au conflit.

Le Parti socialiste réaffirme son attachement irrévocable à la sécurité d'Israël. Certaines campagnes mal intentionnées et sans fondement conduites contre notre pays n'affecteront pas les relations d'amitié entre la France et Israël. Les socialistes poursuivront dans les semaines qui viennent les démarches susceptibles de favoriser la mise en place d'un nouvel ordre international dont le conflit en cours doit permettre l'émergence. La mise en œuvre de la résolution 242 des Nations Unies devra conduire à garantir à la fois la sécurité d'Israël et la reconnaissance du droit des Palestiniens à l'autodétermination et à une patrie, un droit que les orientations actuelles de certains de leurs dirigeants ne sauraient en aucun cas mettre en question.

(déclaration adoptée le 8 février).

tuent le prolongement des choix faits en 1983. La France se range dans le camp américain. J'estime que mon devoir est de témoigner, c'est pourquoi je n'ai pas respecté la discipline de vote. Il faut revenir à des règles du jeu se traduisant par une majorité et une minorité au sein du Parti. Je souhaiterais que nous nous inscrivions dans cette opposition, cela serait plus sain. La pire des choses, c'est ce consensus de paralysie auquel nous assistons actuellement dans le parti."
De l'autre côté, une majorité de membres de Socialisme et République pensent, comme Pierre Guidoni, que, après avoir exprimé leurs désaccords au sein des instances du Parti, ils doivent respecter la discipline de vote et ne pas se couper des autres courants pour ménager la synthèse.

DIVERGENCES

Mais la question du Golfe a brouillé quelque peu les cartes. Les réticences exprimées par la direction de Socialisme et République à l'encontre de la politique gouvernementale dans un texte publié le 3 janvier 1991, puis lors du comité directeur du 16 janvier, ont suscité une vive réaction de responsables nationaux, locaux et de militants du courant qui ont exprimé... leur soutien à l'action de François Mitterrand. C'est le cas notamment d'Edwige Avice et de Jean-Marie Bockel. Reçu le 22 janvier à l'Elysée, le maire de Mulhouse affirmait: "Il est manifeste qu'au sein du courant, il y a des positions divergentes. Ma position n'est pas simplement de discipline de vote, mais d'identité de vues avec le président."
Au sein de Socialisme et République, les désaccords ne sont donc plus seulement de "méthode" ; ils sont véritablement de fond. L'embarras était visible lors du dernier comité directeur. Des membres de Socialisme et République étaient absents. D'autres n'ont fait qu'un bref passage, se gardant bien d'être présents au moment du vote. Il s'agit maintenant de gérer la démission de Jean-Pierre Chevènement. L'affaire est d'autant plus délicate que l'ancien ministre de la Défense s'est retiré à Belfort et devrait rester muet jusqu'à la fin de la guerre. Quant au texte que préparent ses fidèles, il ne devrait pas être publié cette semaine car il est encore loin de faire l'unanimité. D'ailleurs, Pierre Mauroy a été catégorique : "Si ce texte contredit la politique du gouvernement, le premier secrétaire ne manquera pas de prendre toutes ses responsabilités. Autrement dit, les membres de Socialisme et République ne pourront pas rester à leurs postes de responsabilité au secrétariat national."
Certes, à Socialisme et République, on souligne, non sans raison, que les positions prises par le courant sur le conflit du Golfe recueillent un écho positif à la base du PS et qu'un certain nombre de parlementaires d'autres sensibilités n'ont voté l'engagement militaire de la France que du bout des doigts. Mais ces satisfactions ne risquent-elles pas d'être éphémères au regard du trouble qui secoue profondément ce courant ?

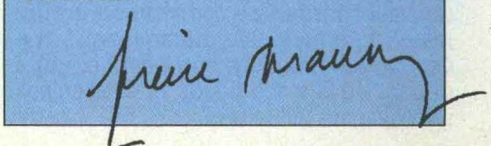
PLUS A GAUCHE

En fait, le malaise au sein de Socialisme et République remonte au milieu des années 80. L'affaire du Golfe n'a fait que le révéler et l'accentuer. De 1971 à 1981, le Ceres avait une double vocation au sein du PS : il servait un peu de tête de pont vers le PC et animait la préparation des différents programmes et projets socialistes. Mais la rupture de l'union de la gauche en 1977, la victoire de 1981, le départ des ministres communistes du gouvernement en 1984 et la "mort des idéologies" ont quelque peu épuisé le Ceres dans sa double fonction. La démission de Jean-Pierre Chevènement du gouvernement en mars 1983, puis sa réintégration dès 1984 ont également désorienté les militants. D'autant qu'à cette époque, le Ceres se montrait déjà très critique à l'encontre du gouvernement.
En 1986, afin de se donner un nouveau souffle, le Ceres se transforme en Socialisme et République. Cette mue, qui décrète brutalement que le "socialisme n'est plus à l'ordre du jour" mais qu'il faut se battre pour les valeurs de la République, ne passe pas bien auprès de tous les membres du courant ; certains le quittent. Le retour des socialistes au pouvoir, en 1988, et de trois ministres de Socialisme et République dans le gouvernement n'apporte pas aux amis de Jean-Pierre Chevènement les satisfactions espérées. Très rapidement, le courant fait entendre sa différence pour souhaiter à nouveau une "autre politique". Plus à gauche. Inutile d'y voir une attaque antirocardienne. "Nous nous sommes opposés à la ligne Rocard dans certains domaines, explique Michel Suchod qui a voté pour l'intervention militaire dans le Golfe. Mais en quoi est-elle très différente de la ligne Mitterrand ? Le président pèse de tout son poids sur la politique mise en œuvre. Il en est responsable." Après avoir soutenu François Mitterrand à deux moments décisifs de son parcours politique, à Epinay en 1971 et à Metz en 1979, certains membres de l'ex-Ceres, s'interrogent sur la politique du chef de l'Etat. Mais le discours que tiennent les responsables de Socialisme et République n'est pas forcément bien reçu par la base. Celle-ci est peut-être plus réceptive à la culture de gouvernement que ne le pensent les dirigeants. Toujours est-il qu'au congrès de Rennes, le courant est tombé à 8,5%... exactement comme en 1971. Mais, à l'époque, le Ceres était sur une pente ascendante.

Jean-Pierre Bedeï

"Deux poids, deux mesures"

"Le corollaire du droit, c'est deux poids, deux mesures". Une jeune beur, socialiste, a prononcé cette phrase devant moi il y a quelques jours. Le président tunisien Ben Ali, le président algérien Chadli, le roi du Maroc Hassan II m'avaient déjà fait part, au mois d'août dernier, de ce sentiment. Il est d'ailleurs partagé par la majorité de l'opinion publique des pays arabes et les sondages montrent qu'une partie non négligeable des musulmans de France, surtout les plus jeunes, n'y est pas insensible.
La question n'est par conséquent pas de savoir si un tel sentiment est ou non justifié. L'essentiel est qu'il existe et que, les mots n'ayant plus la même signification pour tous, le sens d'une guerre du droit risque d'être incompris. Cette situation nous crée une obligation : expliquer, débattre et argumenter sans cesse. Et, surtout, faire preuve de vigilance, de fermeté et de ténacité dans la réalisation de notre objectif : l'application du droit.
Cet objectif, nous le poursuivons partout. Cela veut dire clairement que le but du conflit dans lequel la France est engagée est totalement dépourvu d'ambiguïté : il ne peut s'agir que de la libération et de l'évacuation du Koweït, conformément au mandat des Nations Unies. Au-delà, nous devons nous engager à user de toute notre influence pour que la paix, la liberté et la justice gagnent cette partie du monde.
La France -François Mitterrand en tout premier lieu- n'a jamais ménagé ses efforts pour que le droit fût appliqué partout. Et qu'il s'agisse de l'intégrité du Liban, du droit des Palestiniens à une patrie ou de la sécurité d'Israël, notre voix a porté parce que nous avons tenu un même langage quels que soient les lieux, quels que soient les moments, quels que soient les partenaires.
Et pourtant, il est vrai que le droit est trop souvent resté inappliqué. Pourquoi ? Parce que le monde entier se résignait à la division Est-Ouest, à la logique des blocs, à la terreur nucléaire rendant par là même, par les pressions des uns ou des autres, la résolution des conflits impossibles. Cette situation-là n'est plus. Voilà pourquoi la communauté internationale a pu réagir avec force et unité devant l'agression perpétrée par l'Irak. Voilà pourquoi nous devons espérer que le droit puisse être demain appliqué partout, reléguant ce sentiment du "deux poids, deux mesures" aux oubliettes de l'histoire. Tel est en tout cas le pari et l'engagement des socialistes.



les socialistes et la crise du Golfe : des perspectives pour l'après-guerre

Au cours du comité directeur, la plupart des responsables socialistes ont évoqué l'après-guerre. Voici les extraits des principales interventions.

Gérard Fuchs a fait cinq remarques sur la nature de la paix qui résultera de la crise du Golfe. "La première, c'est qu'elle ne peut pas ne pas inclure la solution de la question palestinienne. Qui peut imaginer un instant que tout ce qui est en train d'être fait pour l'application de la résolution 678 des Nations Unies pourrait ne pas conduire demain la communauté internationale, unanime, à faire en sorte que l'ensemble des résolutions des Nations Unies deviennent effectives ? (...) Comment imaginer en effet qu'il y aurait des responsables politiques assez stupides pour ne pas comprendre que c'est cette question palestinienne qui demeure et demeurerait, si aucune réponse n'était apportée, le principal germe de nouvelles guerres pour les décennies à venir ? Je crois que nous partageons le sentiment que la sécurité d'Israël est à cet égard capitale. En tant que socialistes, nous nous sommes toujours engagés, sans équivoque et de façon irrévocable, sur cette question de la garantie de la sécurité d'Israël.(...) Mais il faudra, pour avoir une paix durable, que s'instaure un Etat palestinien : n'ayons pas peur des mots ! Il faudra bien aussi, même si l'OLP a fait le mauvais choix, en s'alignant sur les positions de Saddam Hussein, discuter aussi avec ceux que les Palestiniens reconnaîtront comme leurs représentants. Deuxième objectif, le Liban. Il faut rétablir l'intégralité de ce pays, son indépendance, et cela passe par l'évacuation, je le dis clairement, de toutes les troupes étrangères qui y sont aujourd'hui présentes. Il faudra, et ce troisième point est à mes yeux insuffisamment développé à l'heure actuelle, mettre en œuvre un processus de limitation et de contrôle des armements sans précédent dans l'histoire : ou, plus exactement, dont le seul autre précédent est celui qui vient de se mettre en place en Europe, à Paris, au mois de novembre, à travers la conférence pour la sécurité et la coopération. Quatrième objectif de la paix : la mise en œuvre concomitante du développement économique et de la démocratie politique. Cela suppose un autre partage des revenus du pétrole, et de nouvelles formes de coopération économique internationale, notamment à travers la Communauté européenne, qui a disparu de la scène depuis que les enjeux sont devenus militaires."

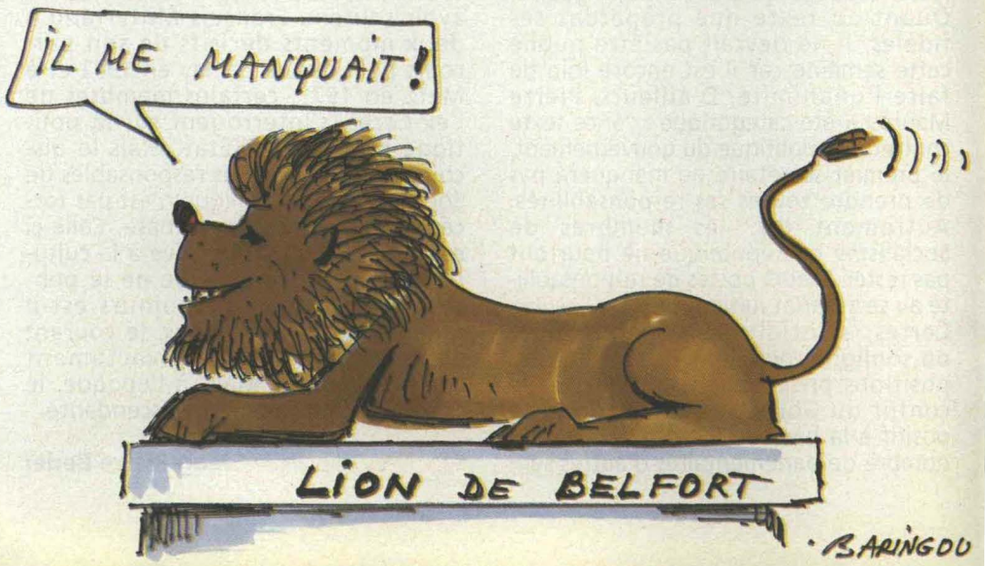
Laurent Fabius, insista également sur la place que devait tenir l'Europe dans le processus de paix : "Ce conflit est révélateur de la non-Europe et des égoïsmes intra-européens. Nous devons en tirer les leçons. Non pour renoncer, mais pour avancer.(...) Nous voulons l'Europe aussi pour peser sur l'ordre international, non en vertu d'intérêts impériaux, mais pour bâtir une véritable société des nations. Nous demeurons les alliés des Etats-Unis ; nous ne souhaitons pas être leurs vassaux."

LE ROLE DE L'EUROPE

"La construction européenne, c'est la possibilité d'un rééquilibrage politique des relations internationales. Encore faut-il que l'Europe politique existe, qu'elle puisse faire entendre sa voix, y compris sur le plan militaire. Si nous pouvions avoir des doutes sur cette nécessité, l'affaire du Golfe les aurait dissipés. J'ajoute : France méditerranéenne malgré la réprobation d'une partie du monde arabe. Il faut renouer les fils car le mécontentement du Maghreb, cristallisé sur le sentiment naturel d'une injustice profonde faite aux Palestiniens, vient de loin. Il vient notamment du sous-développement économique, social et politique. Si nous laissions nos voisins s'enfoncer durablement dans le sous-développement et la régression de l'islamisme radical, nous irions alors vers de dramatiques affrontements, avec peut-être des répercussions sur le territoire national. La coopération avec les pays du Maghreb a pour objectif de les aider à édifier de véritables Etats nations modernes du point de vue politique, économique, social et culturel. Elle est un enjeu majeur de la décennie qui s'ouvre. Il faut en parler au monde arabe d'égal à égal, sans la condescendance implicite qui naît parfois d'une mauvaise conscience post-coloniale."
Lionel Jospin s'efforçait de nuancer la notion de monde arabe : "Je crois à la différenciation du monde arabe et à son caractère évolutif. Je crois qu'il doit se fixer des perspectives démocratiques, pour sortir effectivement de ce qu'il perçoit parfois comme une impasse historique."

LE MONDE ARABE

"Il y a une unité dans le monde arabe, sûrement, une culture, une histoire, une religion, une frustration commune, une misère, en tout cas pour les masses. Mais je crois qu'il y a aussi une ou des différenciations des nations, des cultures propres à l'intérieur de cette culture commune, des visions de l'islam qui ne sont pas les mêmes, des engagements internationaux différents. Les peuples arabes ne retrouveront pas leur conscience ni leur dignité, ni leur unité mythique perdue, en poursuivant l'illusion d'une nation arabe constituée derrière un islam conquérant, à la suite d'une alternance d'hommes forts se dressant contre des "satans" de circonstance. Ils écriront leur histoire et sortiront de leur frustration par le dialogue avec nous, avec les notions occidentales porteuses de démocratie, par l'unité, peut-être, mais aussi par l'acceptation de leurs différences, en posant les problèmes d'un développement économique autocentré mais également moralisé. Ils écriront leur histoire en se donnant à leur tour les chances de la démocratie. Ils le feront en posant le problème de la laïcité, c'est-à-dire de la séparation des sphères du religieux, de la vie politique et de l'Etat sous des formes qui leur seront propres mais qui s'inspireront d'une façon ou d'une autre de notre exemple historique. Je crois qu'il y a, dans un certain discours pro-arabe, une vision un peu inférieure de ces peuples et de ce monde qui n'a pas besoin de notre indulgence un peu cynique mais de nos exigences fraternelles. C'est ce langage que nous devons tenir ici aux citoyens français originaires du Maghreb et que je sens si divisés, à condition de leur montrer que nous sommes équitables dans notre vision du droit et de la justice, qu'il y a pas, sur la scène internationale, deux poids, deux mesures." ■



la guerre du Golfe : troisième semaine

On doit reconnaître ceci à Saddam Hussein : il fait ce qu'il a annoncé. Il avait répété à l'envi qu'il n'évacuerait pas le Koweït malgré l'ultimatum fixé par l'ONU et la présence militaire d'une vaste coalition internationale. Il a tenu parole, comme les fois précédentes, et les espoirs de le voir se retirer se sont évanouis.

Il avait dit qu'en cas de conflit, que son non-retrait du Koweït rendait inéluctable, il s'en prendrait militairement à Israël. Les Scud ont rempli cet office. Il avait annoncé qu'il utiliserait l'arme du pétrole. Nous avons eu la marée noire. Il avait enfin dit qu'il prendrait l'offensive, ce qu'il a fait lors de la bataille de Khafji. Il ne serait pas étonnant que, conformément à ses menaces précédentes, l'arme chimique soit utilisée dans la seconde guerre du Golfe, comme elle l'avait été dans la première qui opposait l'Irak à l'Iran.
Heureusement, les Irakiens n'ont pas réussi à adaptater des munitions chimiques sur les Scud. En outre, la maîtrise du ciel pour les alliés rendrait problématique l'utilisation d'armes chimiques à partir d'hélicoptères ou d'avions. Mais les Irakiens pourront à cette fin utiliser sans trop de diffulcutés leur artillerie lors des combats terrestres au Koweït.

Avec l'attaque de la ville saoudienne de Khafji, Saddam Hussein a, une fois encore, subi une défaite militaire et remporté une victoire politique.
Victoire politique, car il a pu montrer qu'après deux semaines d'intenses bombardements, il pouvait non seulement continuer de résister, mais plus encore, prendre l'offensive et attaquer les forces alliées. Il entend ainsi démontrer que ses troupes ne sont pas démobilisées, qu'il a conservé avec elles des communications et on a même dit qu'il s'était rendu sur place en personne pour diriger la bataille. Mais cela semble relever surtout de la propagande.
Il n'a cependant pas réussi à provoquer du côté américain assez de pertes humaines pour créer aux Etats-Unis un choc émotionnel. Et tout cela en ne dégarnissant que modestement ses positions défensives au Koweït. L'objectif visé était donc non pas militaire mais un impact auprès des opinions publiques. Cherche-t-il à déclencher les combats terrestres plus tôt que ne le voulaient ses adversaires ?
L'état-major allié n'est en tous les cas pas tombé dans ce piège et poursuit la stratégie définie initialement : détruire les centres de communication, le système de défense aérien, les centrales chimiques et nucléaires, les infrastructures militaires, puis affaiblir au maximum la garde républicaine irakienne déployée au Koweït. Ce n'est qu'à ce moment que les alliés lanceront l'offensive terrestre, au moment où le coût humain de cet assaut sera moins lourd qu'il ne le serait s'il était conduit maintenant.
Les forces terrestres demeurent la dernière force de Saddam. Ce sont elles qui avaient le mieux combattu contre l'Iran. Aujourd'hui, l'aviation est, soit détruite, soit clouée au sol, soit réfugiée en Iran. La marine est hors de combat. Il est vrai qu'avec 5.000 hommes, cinq frégates et trente-huit patrouilleurs, elle n'avait rien d'une armada.

Pascal Boniface

▼ *31 janvier : la bataille de Khafji*



Egypte, Turquie : nouvelles étapes pour les socialistes

Les bombardements continuent sur l'Irak, mais contacts, communiqués et initiatives diplomatiques se multiplient.

Après la proposition commune américano-soviétique de paix "si l'Irak s'engage de manière non équivoque à se retirer du Koweït", rendue publique le 29 janvier dernier, l'Iran, à son tour, offre ses services pour renouer le dialogue entre l'Irak et les Etats-Unis, s'appuyant sur sa neutralité qui lui fait renvoyer dos à dos "Bush le meurtrier" et "Saddam l'infidèle." Le président iranien Akbar Hachemi Rafsandjani a ainsi déclaré avoir "une idée" pour mettre fin au conflit, se proposant de rencontrer Saddam Hussein pour la lui soumettre. Si Moscou a jugé "très positive" cette initiative, les Etats-Unis se montrent plus circonspects. Hachemi Rafsandjani reste lui-même prudent sur l'issue de cette médiation, qui répond aussi à sa crainte de voir la poursuite de la guerre mettre en cause l'équilibre régional.
Dans le même temps, le numéro 2 du Quai d'Orsay, François Scheer, a achevé sa tournée dans les pays concernés par le conflit. Ce déplacement s'inscrit dans le cadre des contacts que la France s'efforce d'entretenir avec cette région du monde. En Iran, notamment, il s'est entretenu avec les responsables poli-

tiques des solutions possibles au conflit, mais il a été question également des affaires bilatérales en cours. De son côté, Michel Vauzelle, président de la commission des affaires étrangères à l'Assemblée nationale, s'est rendu dans le Maghreb. Après leur voyage en Israël (cf "Vendredi" n° 88), comme ils l'avaient annoncé, les socialistes français se sont rendus du 4 au 6 février en Turquie et en Egypte.

A Ankara, Pierre Guidoni, secrétaire national aux Relations internationales, a pu s'entretenir avec tous les responsables du Parti social-démocrate turc, son président, Erdal Inonu, le collectif du secrétaire général du Parti et le groupe parlementaire. "Nos amis sociaux-démocrates ont été très sensibles à cette visite", affirme Pierre Guidoni. "S'ils ont appuyé les positions du PS français avant le début de la guerre et s'ils comprennent l'action de la France dans la coalition, ils souhaitent que leur pays reste à l'écart du conflit et que leur gouvernement maintienne jusqu'à la fin sa politique de retenue actuelle : le fera-t-il ?"

Les différents ministres du gouvernement de Turgut Ozal, que le secrétaire national a rencontrés longuement, ne lui ont pas apporté de réponse définitive sur ce point.

Au Caire, l'accueil rencontré par la délégation socialiste conduite par Jean Auroux (1) a été "chaleureux et cordial." Après des rencontres avec le président de l'Assemblée du peuple, le ministre des Affaires étrangères, et le Premier ministre, M. Sedki, la délégation s'est entretenue pendant deux heures avec le président Moubarak. "Nous sommes venus apporter un message d'amitié et de solidarité", a expliqué Jean Auroux. "Nous avons rappelé que l'engagement de la France a pour base les résolutions de l'ONU et que notre pays ne mène une guerre ni contre le monde arabe ni contre l'islam." Les échanges ont porté sur le rôle que doit jouer l'Egypte dans la construction de la paix, à laquelle les socialistes français ont souhaité que leur pays soit associé. "Nous avons la vocation -vous et nous- d'être les architectes de la paix future", a déclaré Jean Auroux. Le règlement du conflit israélo-palestinien, le désarmement, le développement économique de la région, la sécurité d'Israël et la réalité libanaise ont aussi été au cœur du débat.

Le président Moubarak, faisant le récit "minute par minute" de tous efforts de recherche de la paix jusqu'au dernier moment, a tenu à affirmer que Saddam Hussein s'y était toujours refusé, "contrairement à ce qui a pu être dit ou écrit", a-t-il tenu à préciser.

Ghislaine Toutain

(1) Cette délégation était composée de Jean Auroux, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale ; Michel Bérégovoy et Martin Malvy, députés ; Jean-Pierre Bayle, sénateur, Gérard Le Gall, secrétaire national adjoint aux Elections et Gabriel Arnaud, représentant le secteur international du PS.

L'IRAK ET LES PAYS ARABES

3- le Maroc
le défi tranquille du peuple

Extrême-Occident des pays arabes, le Maroc est géographiquement loin. Affectivement, c'est autre chose...

Aujourd'hui, l'immense majorité du peuple marocain vibre, à l'unisson des autres peuples du Maghreb, pour le "peuple irakien frère", et contre l'intervention militaire des forces alliées dans le Golfe. Dans son ressentiment à l'égard des Occidentaux, il réserve -lui, francophile parmi les francophiles- la place de choix à la France, marquant ainsi la déception particulière qu'a provoqué son entrée en guerre aux côtés des alliés.

Pourtant, dès l'invasion du Koweït, en août dernier, le roi du Maroc avait clairement condamné l'attitude de Saddam Hussein et immédiatement dépêché en Arabie Saoudite un corps expéditionnaire de 1.300 hommes, attitude approuvée sans nuance par l'ensemble de la presse gouvernementale.

Or, il n'a fallu que quelques semaines à celle-ci pour changer radicalement de ton, avant même que les principaux partis d'opposition aient pris officiellement position, tant le mouvement de sympathie envers l'Irak s'est exprimé partout spontanément et massivement.

HASSAN II ET SON OPINION

Déjà "touché" dans son pays même par l'effet dévastateur du livre de Gilles Perrault, le roi Hassan II a vu son autorité défiée une première fois par les syndicats proches de l'opposition sur le terrain de la contestation sociale, lors de la grève interdite du 14 décembre qui a tourné dans plusieurs grandes villes, dont Tanger et Fès, à l'émeute populaire. La tension, déjà vive après la dure répression qui a suivi, s'est encore accrue après le déclenchement des hostilités contre l'Irak. Avec 25.000 militaires rappelés du Sahara pour renforcer le dispositif de maintien de l'ordre, l'ensemble de ses écoles fermées, le Maroc est, fin janvier, un pays sous haute surveillance...

Se sentant en phase avec la population, l'opposition (Istiqlal, USFP socialiste, PPS communiste, OADP gauchiste) resserre ses rangs et durcit le ton au Parlement. Elle demande l'expression publique du soutien à l'Irak. Le pouvoir doit accepter une grève générale le 28 janvier, qui est très suivie -mais sans manifestation. L'opposition demande alors le retrait du corps expéditionnaire. Le pouvoir ne répond pas sur ce point mais autorise enfin une manifestation.

Dimanche 3 février, à Rabat, celle-ci réunit plusieurs centaines de milliers de participants (dont dix mille intégristes manifestant pour la première fois officiellement). C'est le plus important rassemblement organisé par l'opposition depuis l'indépendance, qui vaut tous les référendums. Par sa force, sa maîtrise, la radicalisation des slogans (contre la présence militaire marocaine dans le Golfe, contre l'intervention des Occidentaux), c'est incontestablement un défi à la politique menée jusqu'à présent par le roi.

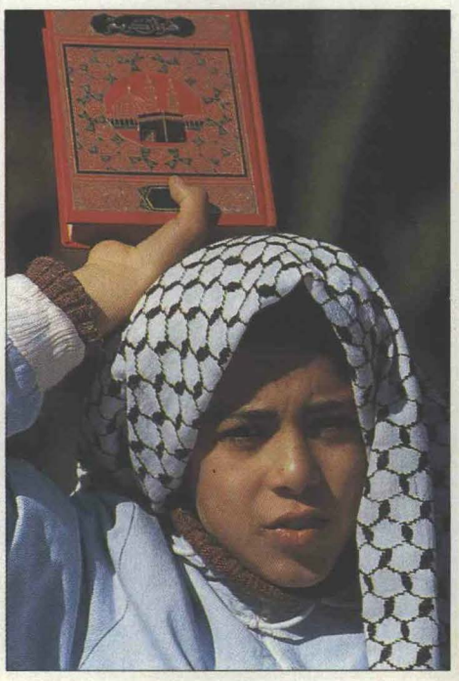
Il est trop tôt pour savoir comment le Maroc s'adaptera à cette situation. Face à une opposition hésitant à pousser son avantage, le roi saura-t-il renouer avec son opinion publique (par exemple en redéployant les militaires marocains autour des lieux saints de La Mecque et Médine) ? Dans ce contexte incertain de crise ouverte à l'égard de l'Occident, et notamment de la France, la mission de Michel Vauzelle à Rabat (après Tunis et Alger) s'annonce particulièrement difficile.

Abderahman El Maghribi

La semaine prochaine :
4- Algérie, Tunisie, Libye

Rappel : Iran et Turquie, "Vendredi" n° 88 du 1er fév. 1991

▼ *Rabat, 3 février : un défi à la politique du roi*



ARGUMENTS

Alors que le conflit du Golfe arrive dans sa quatrième semaine, les observateurs disent souffrir d'un manque d'information.

Devant les parlementaires socialistes, le Premier ministre, Michel Rocard, a répondu à plusieurs interrogations.

1- La situation sur le terrain

Tout se déroule conformément au plan prévu. La campagne aérienne devrait se dérouler pendant 3 à 4 semaines pour éviter des pertes militaires alliées et des victimes civiles au Koweït et en Irak. Les intempéries la feront sans doute durer une semaine de plus. Nous serions donc dans les délais. Deux évolutions sont intervenues.

• L'efficacité de la guerre électronique, qui est venue à bout des communications de la défense irakienne. On craignait de lourdes pertes, elles ont été très limitées.

• L'importance des leurres en Irak réduit le chiffre vrai des destructions militaires et ajoute encore au fait que l'on ne détruit pas en un jour la quatrième armée du monde (un million d'hommes, 5.500 chars, 650 avions de combat). Il ne faut pas oublier que le meilleur de cette armée est son génie qui construit, répare, édifie efficacement.

2- Efficacité de l'action aérienne

Des informations fiables sont difficiles à obtenir sur les pertes humaines. Les satellites ne repèrent les destructions qu'à partir de cinq ou six mètres, ce qui exclut totalement de prendre en compte les hommes.

Les pertes matérielles sont plus sujettes à évaluation au moins approximative : 20% des forces de première ligne et 10% de la deuxième ligne au Koweït, 50% au moins des rampes mobiles et de nombreux ponts sur le Tigre et l'Euphrate.

Saddam Hussein fait moins la guerre qu'il ne fait de la politique avec des moyens de guerre.

3- Information ou désinformation

Les missions d'information envoyées sur le terrain ont fait des propositions qui devraient permettre une meilleure coordination du travail des journalistes et des devoirs des militaires. Mais il est sûr que, si des excès de prudence peuvent faire des frustrés, des excès d'imprudence peuvent entraîner des morts. Enfin, il ne faut pas oublier que quatre à cinq millions d'Algériens et de Tunisiens regardent les télévisions françaises et peuvent être choqués par des mots ou des images imprudents.

4- La France et l'Irak

Au sujet du peuple kurde, attaqué à l'arme chimique par Saddam Hussein, la première dénonciationexprimée sur le plan international fut celle de François Mitterrand. C'est à sa suite que s'est tenue, à Paris, dès janvier 89, la première conférence internationale contre les armes chimiques qui condamne leur usage.

5- Les initiatives de paix

La situation diplomatique reste gelée du seul fait de Saddam Hussein. Même l'Iran, qui a beaucoup à se faire pardonner sur le plan international, n'obtient pas de réponse sur la libération du Koweït. Du côté des pays non alignés, des initiatives ont été prises par leur président actuel, la Yougoslavie, avec le même résultat négatif. Ces pays se trouvent donc en butte au refus de l'Irak et peuvent mesurer sa volonté de guerre.

Les militants socialistes étaient venus nombreux le jeudi 31 janvier, pour entendre le président de l'Assemblée nationale. Prévue, à l'origine, pour permettre à Laurent Fabius de parler de son livre, la séance fut, sur sa proposition, transformée en "information sur le conflit du Golfe".

• L'attitude de l'Iran fit l'objet d'un long développement. L'atterrissage des avions : l'hypothèse la plus favorable est, qu'après le conflit, l'Iran qui affirme sa neutralité veuille faire monter les enchères. Mais il faut être méfiant car si la position de l'Iran se renversait, cela changerait beaucoup les données du conflit.

• Le soutien de l'OLP à Saddam Hussein ? La centrale palestienne a gravement tort car tout le crédit qu'elle a pu acquérir est amputé par son appui à Bagdad. Elle était la seule organisation représentant les Palestiniens. Ce n'est plus le cas.

• Les relations entre les diverses communautés vivant en France ? J'entends ici ou là répéter : prenons garde à la fracture. Bien sûr, il faut éviter les heurts et les blessures, dialoguer. Mais attention, les beurs d'un côté, les juifs de l'autre, comme si chacun, avec sa sensibilité, n'était pas membre de la communauté française. N'encourageons pas le retour en arrière vers une France conçue comme une addition de différences. Le danger, avec une telle attitude, idéologiquement, c'est de travailler pour Le Pen.

• Comment recevoir et juger l'information ? Le contre-pouvoir à la diffusion du flot de nouvelles ne peut être que dans la conscience critique de chacun de nous. Chaque journaliste ou citoyen doit avoir le devoir de "responsabilité."

• Au cours de ces deux heures de dialogue, il fut encore question des ventes d'armes qu'un contrôle international doit endiguer ; de la nécessité de créer un nouvel ordre économique, social et démocratique dans le monde ; de la réunion d'une conférence internationale pour rétablir la justice au Moyen-Orient, pour le Liban comme pour les Palestiniens. De repenser notre défense nationale ; de l'escroquerie de Saddam Hussein qui, à la tête d'un pays riche, prétend défendre les pauvres et qui, pour gagner le cœur des Arabes, affirme mener une guerre sainte, alors qu'il est à la tête d'un parti laïc et qu'il a exterminé les Kurdes avec des armes chimiques.

Afrique du Sud : vers la fin de l'apartheid

Lors du traditionnel discours d'ouverture de la session parlementaire, au Cap, vendredi 1er février, le président sud-africain Frédérik De Klerk a annoncé l'abrogation, avant juin prochain, des trois derniers textes qui codifient l'apartheid. La loi sur l'habitat séparé, votée en 1950, qui attribue un lieu de résidence en fonction de la race. Les deux lois sur la terre (Land acts) votées en 1913 et 1936, qui attribuent 87% des terres aux Blancs (17% de la population) et les 13% restants aux Noirs (69% de la population). Enfin, la loi sur la classification de la population (Population registration Act) de 1950 qui détermine la vie des Sud-Africains dès leur naissance en fonction de la couleur de leur peau.

Ce texte est le plus important puisqu'il constitue l'un des fondements de la Constitution actuelle. Il ne disparaîtra qu'avec elle, dans quelques années. Le président sud-africain s'est donné cinq ans pour y parvenir.

Le PS a salué "la démarche courageuse de De Klerk qui, depuis un an et demi, a engagé la réforme du système sud-africain, et la destruction progressive de l'apartheid. Pour Nelson Mandela, l'apartheid ne changera pas du jour au lendemain, les Noirs ne disposant ni du droit de vote ni d'une assemblée.

La question qui se pose aujourd'hui à la communauté internationale est celle du maintien ou du desserrement des sanctions à l'égard de ce pays, qui ont joué un rôle certain dans l'évolution actuelle. Les avis divergent. Le PS estime qu'il n'est pas temps de les lever tant que deux préalables ne sont pas définitivement en vigueur : l'amnistie des prisonniers et le retour des réfugiés politiques et le partage du pouvoir dans une nouvelle constitution établissant l'égalité des droits civiques.

G.T.

le Pci devient le Pds

Le Parti démocratique de la gauche part vers un avenir indéfini avec la quasi-totalité de ses anciens membres, plus quelques nouveaux, venus d'horizons divers : c'est un tournant remarquablement maîtrisé, un exemple quasi unique.

Dès lors qu'il ne s'est pas éparpillé, le PDS recèle diverses conceptions des mutations enrichies par les clubs et autres associations de gauche, prêtes à rejoindre, mais généralement peu conciliantes.

Le débat aurait eu lieu mais il a été absorbé par la guerre du Golfe, qui a laissé dans les limbes et les obscurités programme, objectifs et stratégie du nouveau-né.

Dès l'ouverture, Achille Occhetto donne le la : trois heures de discours, les deux tiers sur le Golfe avec, en exergue, cette proposition inattendue : retrait unilatéral et immédiat des forces italiennes (navires et avions) engagées dans la coalition. Cette "habileté" n'a pas tenu longtemps puisqu'au vote de la motion finale, Occhetto est resté avec ses troupes créant ainsi un bloc à droite et un bloc à gauche.

La politique italienne a tendance à vivre intensément le présent. Il n'en reste pas moins que les observateurs restent sur leur faim.

• Sur le plan international, et en particulier à l'linternationale socialiste, comment assurer les partis sociaux-démocrates que le PDS n'est pas tout simplement un parti communiste mal déguisé ?

• Sur le plan intérieur, une stratégie d'union de la gauche ne peut s'ébaucher qu'à partir d'une ligne claire et d'une majorité stable, qui vont au-delà d'un changement de peau. **G.D.**

islam et laïcité

L'islam et la laïcité seraient-ils inconciliables ? A rebours de cette idée reçue, une recherche naît en Occident. Mais des forces laïques existent aussi dans les pays arabes dont le philosophe égyptien, Fouad Zakariya, ("Laïcité ou islamisme. Les Arabes à l'heure du choix"), se fait le porte-voix.

Beaucoup d'Occidentaux et d'islamistes ne sont d'accord que sur un point : l'incompatibilité entre islam et laïcité. Vous ne partagez pas ce point de vue...

Fouad Zakariya. Dans le monde musulman, nous pouvons aspirer à une laïcité modérée, sans contredire la religiosité des peuples. Pendant la première moitié de ce siècle, cette forme de laïcité a existé plus ou moins dans la plupart des pays arabes : les lois étaient décidées par des humains sur un modèle inspiré de l'Occident. La religion n'était pas le seul facteur dominant les aspects de la vie humaine.

La laïcité s'inscrit à contre-courant de l'évolution qui conforte le fondamentalisme islamiste. Elle implique des conflits sociaux, politiques, mais où s'affrontent des idées humaines et non le Ciel et la terre.

Le fondamentalisme se présente comme la seule définition de l'islam, mais il n'en est qu'une parmi beaucoup d'autres. Il décrit la laïcité comme une doctrine antireligieuse, ce qui est historiquement et philosophiquement faux. Les fondamentalistes ne résoudront aucune des difficultés dont souffre le monde islamique. Ils nient tout ce qui est apparu entre le commencement de l'islam et le monde actuel. C'est nuisible en matière de développement mais aussi de sécurité parce que les fondamentalismes sont divers : coexistent sans cohabiter des fondamentalismes iranien, saoudien, égyptien, maghrébin... Nous vivons les prémices de luttes internes incessantes et sans doute sanglantes entre différents groupes qui ont chacun la prétention d'incarner l'islam authentique.

Ce que vous considérez comme universel est, pour les islamistes, une création de l'Occident.

A ce stade de l'histoire, l'Occident a le rôle prépondérant. Mais sans les contributions de toutes les civilisations anciennes, y compris orientales, rien n'aurait été possible. Il faut toujours différencier l'origine de la validité et de l'application. Quand on est devant un chef-d'œuvre n'oublie-t-on pas de quel pays il vient ? Il appartient à tous les hommes, tous peuvent en jouir. De même les découvertes scientifiques, les créations littéraires, philosophiques. C'est le cas aussi de la démocratie. Elle a des origines grecques puis s'est développée en Occident. Mais cette aspiration est universelle. Les régimes communistes ont découvert trop tard qu'elle ne se résume pas au monopoly des pays capitalistes libéraux.

Les islamistes seraient responsables d'un "sous-développement intellectuel" parce que, pour eux, le passé encombre le présent au lieu de l'éclairer. Comment le monde arabe peut-il sortir de la "pensée autoritaire médiévale" ?

C'est un combat de longue haleine. Ce sous-développement existait en Occident à un moment où la civilisation arabe était à la pointe de la science et inventait la tolérance. Les régimes du Moyen et Proche-Orient sont responsables de cette situation. Ils se sont épisodiquement servis des fondamentalistes pour endiguer d'autres forces. Et quand ils les réprimaient violemment, ils surchargeaient les médias d'émissions religieuses. Si les forces laïques pouvaient s'exprimer dans les médias qu'ils contrôlent, beaucoup de choses changeraient.

Les aspirations démocratiques des peuples sont-elles détournées ?

Avec la faillite économique de tous ces régimes, le peuple désespère de la justice humaine. La tâche des fondamentalistes est facilitée. Si les gouvernements entreprenaient des réformes économiques et sociales, le crédit des fondamentalistes se réduirait sensiblement

Vous êtes chef du département de philosophie à l'université du Koweït, donc concerné par le conflit du Golfe. Quelle en est votre interprétation ?

Saddam Hussein avait des aspirations militaires expansionnistes et voulait continuer à financer la machine de guerre qu'il avait constituée. Ayant dissipé ses propres ressources, il avait un besoin impérieux de financements. C'est la raison principale de son invasion du Koweït. Pour se concilier la rue arabe, il a parlé d'unification du monde arabe, de panislamisme. Langage imaginé après coup pour des raisons opportunistes ! En réalité, l'idéologie baassiste est hostile à l'islamisme. Si Saddam Hussein sortait du conflit avec une image de vainqueur, la prochaine bataille risquerait de l'opposer aux islamistes.

Partagez-vous le point de vue de certains Occidentaux selon lesquels la guerre aurait pu être évitée ?

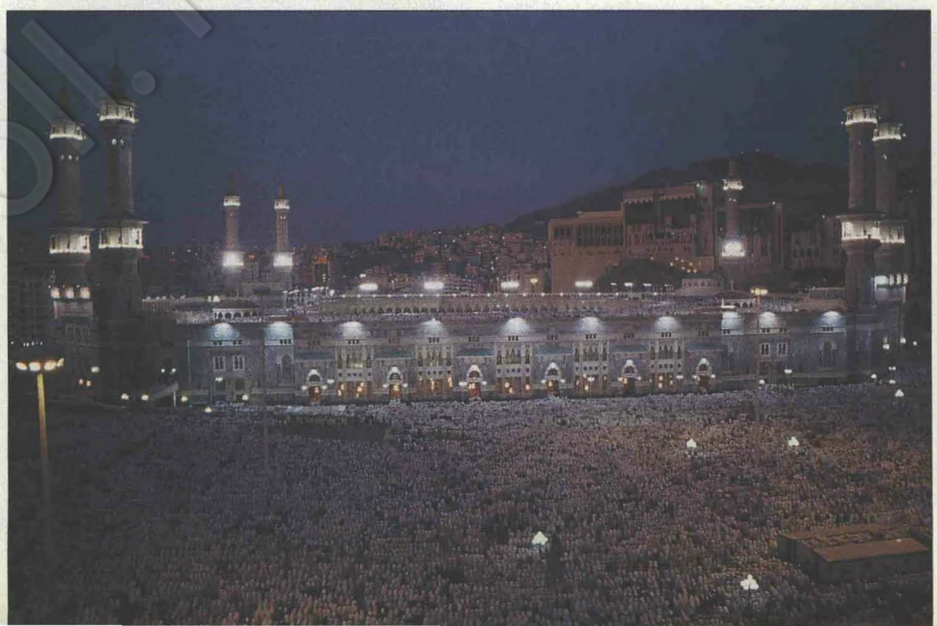
Non. Toutes les tentatives de solution pacifique se sont heurtées à la volonté de Saddam qui n'a pas esquissé le moindre geste de conciliation.

Comment envisagez-vous les rapports entre l'Orient et l'Occident ?

Le défi des intellectuels du tiers monde est de distinguer les éléments universels des particuliers. C'est une distinction toujours souple. L'habitude était d'emprunter dans les pays arabes les idées marxistes de l'Union Soviétique sans presque aucune modification. Leur caractère scientifique et universel était admis. On a compris que ces idées étaient très contingentes à la période historique dans laquelle elles étaient apparues. Nous ne devons pas tomber dans le fanatisme qui exclut toute influence extérieure. Les rapports avec l'Occident se conçoivent sous un mode d'ouverture consciente et critique. Nous pouvons profiter beaucoup d'idées qui ont prouvé leur efficacité dans plusieurs parties du monde mais en ayant soin de les adapter à nos propres besoins et à notre propre culture.

Propos recueillis par B.C.

(1) La Découverte, 170 p., 85 F.



Coexistent sans cohabiter des fondamentalismes iranien, saoudien, égyptien, maghrébin...

DOSSIER

LES VERTUS DES LYCEES PROFESSIONNELS

L'enseignement technique et professionnel scolarise 1.200.000 élèves, soit plus de la moitié des lycéens. Pourtant, de "journées portes ouvertes" en campagnes publicitaires, cet enseignement ne se débarrasse pas de son image négative. Voie privilégiée pour ceux qui préfèrent travailler dans le concret, il offre bien des débouchés et réconcilie avec les études des jeunes qui réussissent bien au-delà du bac.

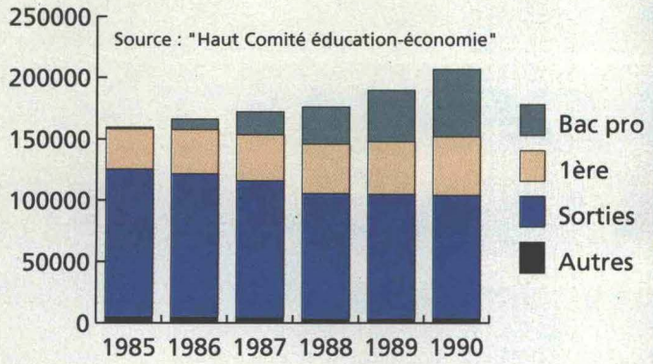
"Non, les lycées professionnels (LP) ne sont pas des dépotoirs, comme le pensent certains, affirme Robert Antonot, proviseur à Paris, au lycée Martin-Nadaud. Cet enseignement plus concret offre une qualification qui ouvre de réels débouchés professionnels. Il serait temps que l'on admette qu'il existe plusieurs formes d'intelligence : l'une fondée sur l'abstraction et l'autre plus concrète." Faute d'une image valorisante, l'orientation vers ces filières repose tout de même en grande partie sur l'échec. "Au collège, j'avais des difficultés scolaires, se souvient Sophie. Alors, je me suis retrouvée dans un BEP d'industrie de l'habillement. Et tant pis si la couture, ça ne m'emballait pas vraiment !" Scénario classique. Lorsqu'au cours de sa scolarité, un élève, souvent issu d'un milieu modeste, présente un dossier scolaire médiocre, voire moyen, on lui propose systématiquement d'aller en LP. "Résultat, ce sont essentiellement des élèves en difficulté qui se dirigent vers les filières professionnelles, et c'est bien là le drame, déplore Lucien Chêne, professeur de maintenance au lycée de Saint-Denis. Nos formations sont d'excellente qualité. Malheureusement, le recrutement n'est pas d'un niveau suffisamment élevé." Quant aux filles, elles n'ont pas encore fait le pas vers les sections industrielles et se cantonnent dans l'apprentissage des métiers du tertiaire. Autre paradoxe, BEP et CAP sont souvent boudés par les élèves moyens qui imaginent le bleu de travail et l'atelier à vie. Une image complètement dépassée à l'heure où la plupart des machines sont automatisées. Selon Marie-Danielle Pierrelée, proviseur à Saint-Denis, les lycées professionnels reçoivent quatre types d'élèves. "Certains, d'un niveau convenable, ont un projet d'avenir. Ceux-là ne posent pas de problème. D'autres, plus faibles et fragilisés, souvent issus de l'immigration, ont le désir d'une promotion et d'une intégration. A condition que leur objectif ne soit pas irréaliste, ils pourront réussir. Quant aux élèves qui n'ont aucun projet, ils se répartissent en deux catégories. Les uns accumulent au moins deux ans de retard. Ils ont échoué dans le système scolaire et ils s'y sentent mal. Pour eux, le pronostic de réussite est très faible. Enfin, un dernier groupe, d'un niveau correct mais sans projet, rejette en bloc l'enseignement professionnel. Ceux-là sont révoltés et nous ne pouvons pas grand-chose pour eux."

Se réconcilier avec les études

En débarquant au lycée Martin-Nadaud, Françoise Kechichian, professeur de portugais, avait quelques préjugés au sujet du technique. "Même si ces élèves sont



ORIENTATION EN FIN DE BEP



▲ *Que deviennent les effectifs à la fin de la 2e année de BEP ? Moins de sorties du système scolaire essentiellement grâce au nouveau bac professionnel*

plus faibles, s'ils ont des difficultés à analyser, s'ils manquent de méthode de travail, ils ont la même sensibilité que ceux d'un lycée classico-classique. Mais ici, il faut prendre le temps."

Reposant sur du concret, sur du "faire", le programme va permettre à un grand nombre d'élèves de se réconcilier avec les études. "Quoiqu'ils soient souvent orientés par défaut, admet Claudine Rault, proviseur au lycée René-Cassin de Marne-la-Vallée, ils se récupèrent assez vite." A l'atelier ou dans les séquences pratiques, les profs arrivent à renverser la vapeur. "Quand, avec un groupe d'élèves, nous réparons une machine qui refuse de démarrer, observe Jean-Claude Lanielle, prof de maintenance, les relations avec eux sont différentes de celles que nous aurions dans une salle de classe. En démontant un mécanisme, les jeunes intègrent la donnée qu'ils ne s'expliquaient pas sur le tableau noir."

L'avènement de l'automatisme

Cette recette, tant dans le secteur industriel que tertiaire, enregistre quelques jolis succès. Au collège, Richard ne comprenait absolument rien aux mathématiques. Depuis qu'il est en BEP électronique, ce garçon de 17 ans a d'excellents résultats. "Ici, je me sens bien", dit-il la mine réjouie. Comme Malika, qui prépare un bac professionnel de commerce. Il y a sept ans à peine, dans le cadre du regroupement familial, elle quittait son village au fin fond de l'Algérie, sans parler un traître mot de français.

Conséquence du chômage et, surtout, des besoins technologiques, la tendance est à la poursuite d'études après le BEP. "A l'avenir, l'industrie aura de moins en moins besoin d'opérateurs, remarque Christian Boissin, un prof agrégé de l'enseignement technologique. Ca servirait à quoi l'automatisme ?" Pas étonnant alors qu'une majorité d'élèves, une fois leur BEP en poche, mise sur des formations supérieures. "Comme les copains, je pensais m'arrêter après le BEP, reconnaît Karim. Un mois dans une usine à câbler des armoires électriques, et j'ai compris ma douleur. Avec mon BTS, je travaillerai dans un bureau d'études." Classes passerelles pour rejoindre un bac technologique, nouveaux bacs professionnels, formations complémentaires... les possibilités de promotion sont multiples. "Selon leur spécialité, tous les BEP ne sont pas négociables de la même façon sur le marché du travail, constate Claudine Rault. Avec un titulaire de BEP "maintenance" ou "froid et climatisation", un jeune trouvera un emploi assez rapidement. Au risque de se retrouver chômeur, un élève de BEP électronique devra obligatoirement poursuivre vers un bac." Reste qu'il y a enseignement professionnel et enseignement professionnel. D'un établissement à l'autre, le paysage varie singulièrement. A Saint-Denis, le LP, qui s'étale entre l'avenue Lénine et la rue de la Liberté, n'engage pas au détour touristique. Absentéisme, racket, vol, violence... Personne ne cache qu'un malaise plane entre les bâtiments gris qui ressemblent à une usine d'un autre âge. Alors, on rénove. Les bâtiments et les mentalités. Comme un cargo en escale dans la ville nouvelle de Marne-la-Vallée, le lycée René-Cassin refuse des passagers, candidats à ses formations. "L'architecture et l'environnement pèsent d'un poids énorme sur l'ambiance de l'établissement", reconnaît Claudine Gault, capitaine de ce navire. Et les moyens aussi. A Marne-la-Vallée, les industriels ont versé l'an dernier près de 800.000 F au titre de la taxe d'apprentissage au lycée René-Cassin. Ailleurs, il faut ramer !

Claude Lesaulnier

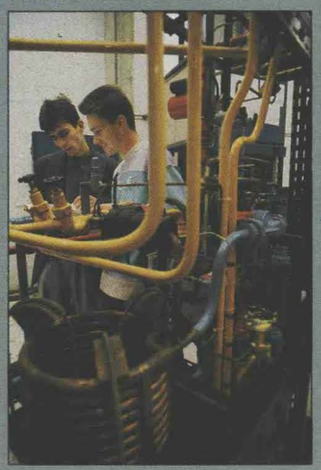
UN CHEF D'ENTREPRISE : "LE BAC PRO FACILITE LE DIALOGUE"

Que pensent les industriels de l'enseignement professionnel ? Opinion de Pierre Tobelem, directeur d'exploitation de NTS-Transports internationaux.

Mon entreprise, et plus particulièrement le service dont je suis responsable, ont l'habitude d'accueillir des stagiaires de l'enseignement professionnel. Pour ma part, je participe au jury du bac professionnel "transport". L'an dernier, nous avons recruté un jeune diplômé. Employé de transit débutant, il perçoit un salaire de 6.000 F par mois.

Même s'il n'est pas parfait, le bac pro facilite beaucoup le dialogue du débutant avec ses interlocuteurs au sein de l'entreprise. La formation correspond assez bien aux besoins de notre profession. A une réserve près : elle est trop généraliste. Ainsi, les élèves reçoivent un enseignement pluridisciplinaire portant sur les différents moyens de transport : routier, ferroviaire, maritime et aérien. Mais rien n'est réellement approfondi.

Pour nous, employeurs, il serait préférable qu'il tienne compte davantage des particularités régionales et des réalités économiques. Pourquoi ne pas imaginer des options ? En région parisienne, un employé de transit, à moins qu'il ne travaille à la SNCF, n'a pas besoin d'être pointu sur les chemins de fer. En revanche, il doit connaître parfaitement les transports routiers et aériens. S'il travaille au Havre ou à Marseille, ses connaissances devront s'orienter vers le transport maritime. Bref, cette formation récente devrait coller un peu plus à la réalité économique régionale. Autre point noir : les langues. Tout employé qui travaille dans notre secteur doit maîtriser impérativement l'anglais courant. Or, ce n'est pas le cas des élèves qui sortent de cette formation. Formation récente, le bac professionnel a besoin de se roder.



LIONEL, QUALITICIEN CHEZ CITROEN

A 15 ans, Lionel n'avait aucune idée sur ce qu'il ferait plus tard. En classe de troisième, son livret scolaire n'était pas plus mauvais qu'un autre : des notes moyennes dans toutes les matières, sauf un 18 en gymnastique et une incompatibilité d'humeur avec les langues vivantes. Malgré tout, Lionel aurait pu passer en seconde. Par hasard, il est orienté vers un BEP de microtechnique. Diplôme en poche, Lionel ne sait toujours pas vers quoi se diriger. Avec cette fois-ci un excellent livret scolaire, il passe dans une classe de première d'adaptation. En route vers le bac technologique qu'il décroche avant d'intégrer une section de technicien supérieur. "Cet enseignement m'a passionné parce que l'on faisait travailler sa tête et ses mains." Au cours de la formation, ses profs sont sollicités par les industriels pour créer une année complémentaire de qualiticien. Il s'engouffre dans cette brèche. D'un quasi-échec en 3e, Lionel se retrouve donc brillant titulaire d'un diplôme de niveau bac + 3. Aujourd'hui, à 23 ans, il est qualiticien chez Citroën : sur la ZX, la petite dernière du constructeur à chevrons, il implante de nouvelles méthodes de fabrication et des outils performants. Il gagne 9.300 F par mois et n'a pas dit son dernier mot.

ROBERT CHAPUIS : "LE MODELE FRANÇAIS VAUT BIEN LE MODELE ALLEMAND"

"Vendredi". Le mouvement lycéen est parti des lycées professionnels. Sont-ils des dépotoirs pour exclus ? L'enseignement professionnel a-t-il raté sa rénovation ?

Robert Chapuis, secrétaire d'Etat chargé de l'Enseignement technique. Longtemps, en France, l'enseignement professionnel a été marginalisé. Il n'était pas considéré comme appartenant au système éducatif à part entière. Que, dans ces établissements, beaucoup aient vécu leur orientation comme une exclusion est indéniable. Leurs revendications et celles des enseignants rejoignent notre action dans la lutte contre cette exclusion. Le plan d'urgence, qui marque un effort particulier en direction des LP, ne fait qu'accélérer un mouvement déjà largement commencé. La rénovation des BEP, le développement des baccalauréats professionnels et des classes passerelles vers les bacs technologiques constituent des éléments importants de revalorisation de ces filières, au moins autant que la restauration des locaux.

La plupart des lycéens arrivent encore en LP parce qu'ils n'ont pas le niveau pour suivre dans l'enseignement général. Comment renverser cette tendance ?

Il faut d'abord changer les choses en amont, au collège : la technologie doit y être considérée comme une discipline fondamentale. Elle l'est théoriquement depuis la rentrée 1988. Pas encore suffisamment : seuls 15% des établissements assurent réellement les deux heures par semaine, en groupe allégé. Il faut aussi développer les 4e et 3e technologiques avec leur pédagogie de réussite. Il faut que les jeunes, et les enseignants, comprennent ce qu'est la technologie. Leur réticence rejaillit sur l'image du technique, identifié au travail manuel, dont on sait bien que les Français préfèrent le laisser aux immigrés. Les technologies d'aujourd'hui font marcher la tête au moins autant que les mains. Autre élément pour réconcilier collège et enseignement technique, l'ouverture de 4e aménagées qui permettent à des élèves en difficulté de rejoindre au choix l'enseignement général, technologique ou d'entrer dans des 3e d'insertion qui comporteront une part d'alternance. Il y a aussi une action en aval : l'enseignement professionnel mène à une vraie qualification tout en permettant de poursuivre des études.



▲ *Robert Chapuis*

C'est inscrit dans les faits, mais pas encore dans les têtes : préparer un BEP permet à la fois de poursuivre des études et d'entrer dans la vie. Les parents ont le sentiment que leur enfant, orienté vers l'enseignement général, aura plus de perspectives d'avenir. Ils oublient qu'aujourd'hui être formé signifie être qualifié, à tous les niveaux. Ils ignorent aussi que beaucoup de lycéens, qui ont échappé à l'enseignement professionnel, se noient ensuite dans l'enseignement général et abandonnent avant la terminale. Sans compter ceux qui vont en université sans jamais obtenir de diplôme. 93% des bacheliers professionnels de 1987 ont, eux, trouvé un emploi dans les six mois, et la plupart ont obtenu depuis une promotion.

Le Conseil national des programmes réfléchit actuellement aux contenus de l'enseignement professionnel. Quelle évolution souhaitez-vous ?

Aujourd'hui, tous les chefs d'entreprise disent : les gens qualifiés doivent avoir une bonne formation générale. De leur côté, les gens de culture réclament de vraies qualifications. Des deux côtés, on retrouve ce besoin d'unir davantage formation générale et professionnelle. A cet égard, l'enseignement professionnel doit encore progresser. En particulier, les élèves devraient pouvoir étudier deux langues vivantes, au lieu d'une. Surtout, aucune orientation ne doit être irréversible, cela suppose un minimum commun entre les filières pour que les jeunes puissent passer de l'une à l'autre. Et l'enseignement professionnel doit garder sa spécificité : l'acquisition d'une qualification. Sinon, on risque à la fois de le tuer et de ne pas répondre aux besoins de l'économie. Le baccalauréat professionnel doit rester un diplôme professionnel. L'objectif est de multiplier les passerelles, non de confondre les programmes.

Quels professeurs souhaitez-vous pour les LP ?

La collaboration des professeurs venus du secondaire et de l'université et des professionnels me semble exemplaire. Il est souhaitable que des gens qui ont une expérience en entreprise intègrent l'enseignement technique. Et pas seulement pour répondre à la crise, indéniable, du recrutement. Les IUFM pourraient former parallèlement sur la base de la licence ou de son équivalent des étudiants et des techniciens supérieurs déjà expérimentés. Par ailleurs, la revalorisation est en cours pour les professeurs de lycée professionnel : leur recrutement en sera facilité.

La comparaison avec l'enseignement professionnel en Allemagne est-elle vraiment à notre détriment ?

Les entreprises allemandes dépensent sept fois plus pour la formation des jeunes que les nôtres. Si les entreprises françaises investissaient autant, bien des difficultés seraient résolues ! Cela dit, les relations école-entreprise se sont bien améliorées. Nous développons un "modèle français" qui correspond à notre histoire et vaut le modèle allemand. Mesurons que, par exemple, dans le domaine des transports, les conventions signées prévoient non seulement de s'occuper des stagiaires mais d'offrir 350 camions ! La formation continue a donné l'habitude aux professionnels de travailler avec les lycées. Ils sont aujourd'hui prêts à faire des efforts sérieux pour la formation initiale. Les nouvelles formations d'ingénieurs, en alternance, traduisent une collaboration réelle. Les choses sont en train de bouger en profondeur.

Propos recueillis par Patricia Jaffray



la formation professionnelle renégociée

Mardi, les partenaires sociaux ont entamé la renégociation de l'accord de 1970 sur la formation professionnelle continue. Simple toilettage ou véritable remise à plat de ce qui a constitué, de l'avis unanime, la plus grande réussite contractuelle des vingt dernières années ?

Le 9 juillet 1990, en célébrant son vingtième anniversaire, tout le monde en était convenu : il faut remodeler l'accord de 1970, qui instaura la formation professionnelle continue. En créant un droit à la formation sur le temps de travail, rémunéré comme tel, en instituant une obligation légale de financement assise sur les salaires, en insérant la formation dans une formule de stages, l'accord lui a donné un cadre dans lequel elle a pu se développer. De 1972 à 1987, les entreprises ont accru leur effort, qui est passé de 1,35% à 2,95% de la masse salariale, alors que le minimum légal évoluait dans le même temps de 0,8 à 1,2%. Aujourd'hui, 116 millions d'heures de formation sont dispensées à 2,4 millions de stagiaires.



Mais l'accord de 1970 a beau avoir été, au fil des ans, complété par plus d'une vingtaine de textes paritaires, il a aussi montré ses faiblesses. Certes, 26% des salariés des entreprises assujetties ont suivi un stage en 1987 : la proportion dépasse même les 40% pour les techniciens, agents de maîtrise, ingénieurs et cadres, mais elle tourne autour de 20% pour les employés et ouvriers qualifiés, descend à 10% pour les ouvriers non qualifiés, et elle exclut de toute façon le personnel des entreprises de moins de dix salariés. Les discriminations socio-professionnelles se doublent d'autres inégalités en fonction du secteur d'activité, de la taille de l'entreprise, du sexe des salariés. Et un certain nombre de scandales sont venus rappeler que, si la formation était une affaire juteuse pour les formateurs, elle pouvait être d'une très mauvaise qualité pour les formés.

La négociation a été préparée par trois groupes techniques pour débroussailler le terrain et établir un ordre du jour. Mais elle sera difficile car les uns et les autres s'y engagent avec des points de vue opposés.

DES STRATEGIES DIVERGENTES

Pour le CNPF, la formation est un axe stratégique du développement des entreprises : c'est en formant les hommes dont elles ont -et auront- besoin qu'elles assureront leur propre avenir. Pas question donc, pour lui, de laisser les syndicats fourrer leur nez dans l'organisation de la formation qu'il estime être de la compétence exclusive des chefs d'entreprise. Les patrons veulent rester seuls maîtres chez eux, mais moins payer ! Sous prétexte que la négociation qui s'engage ne doit pas conduire à un alourdissement de leurs charges, ils entendent bien faire passer la notion de "coinvestissement" de la part du patron et du salarié. Les formations longues, coûteuses et qualifiantes qui peuvent déboucher sur un diplôme reconnu, devraient dans leur esprit être suivies sur une partie du temps libre, et non plus sur le temps de travail du salarié, qui participerait ainsi au financement de sa propre formation.

Inutile de dire que les syndicats ne veulent pas entendre parler d'une telle solution qui reviendrait sur un des principaux acquis de l'accord de 1970. Ils souhaitent au contraire que l'acquisition des connaissances issues de la formation débouche sur des changements de qualification et de classification dans l'entreprise. D'une façon plus large, ils réclament de participer à la négociation de plans de formation -tous les trois ans dans les entreprises, tous les cinq ans dans les branches professionnelles- dans le cadre de la gestion prévisionnelle des emplois, chère à Jean-Pierre Soisson.

C'est déjà ce qui s'est fait chez Cadiou Frères, une PME de 50 salariés installée à Landerneau et spécialisée dans l'électricité industrielle. "En matière de formation, avant, on faisait le minimum ou presque," reconnaît Claude Cadiou, le PDG. Mais, avec un chiffre d'affaires qui a doublé en trois ans, il veut diversifier sa production vers l'informatique industrielle, les alarmes et la surveillance. Après un diagnostic réalisé par une société extérieure et une consultation des délégués du personnel et même, plus largement, de l'ensemble des salariés dans le cadre de la procédure de la modernisation négociée, l'entreprise s'est engagée dans un plan de trois ans qui porte les dépenses de formation à plus de 8,5% de la masse salariale et concerne tout le personnel.

Monique Grima

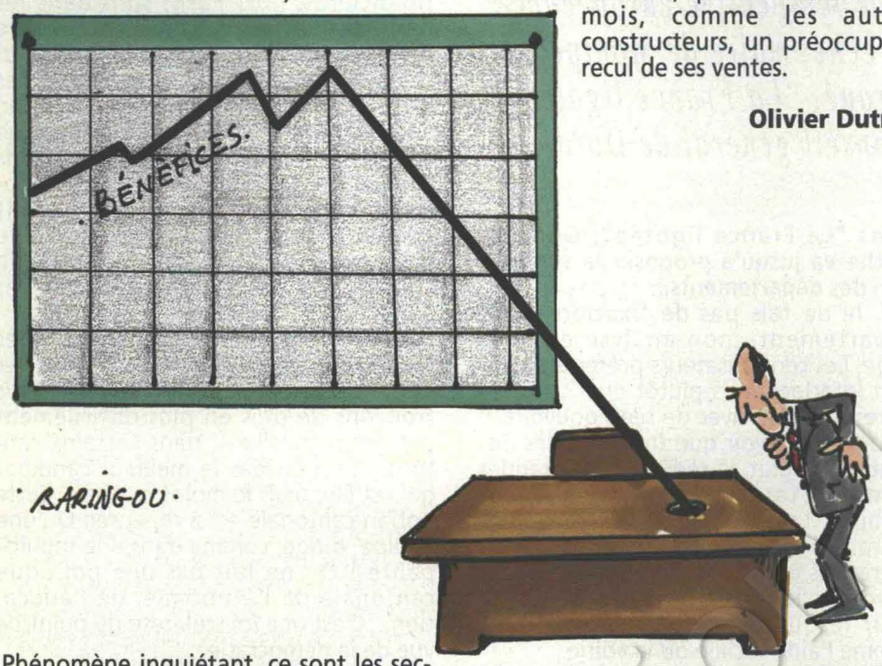
nationalisées : les nouvelles mannes

Les économies réalisées en 1990 par l'Etat actionnaire, grâce à la bonne santé du secteur public, seront en 1991 d'un grand secours pour passer un cap rendu délicat par la crise du Golfe et par une récession en passe de se généraliser.

Si, selon les dispositions du budget 1991, les pouvoirs publics ne détiennent qu'une enveloppe de 4,4 milliards de F pour doter en capital les entreprises publiques, celles-ci pourront en fait se répartir cette année une manne largement supérieure : 7,2 milliards de F.

L'Etat, qui disposait l'an passé de 4,7 milliards, s'était montré très économe : les seuls élus de 1990 ont été Bull (un milliard), la Snecma (500 millions) et, en vrac, la SFP, les sociétés de reconversion sidérurgiques et la Seita, pour un total de 700 millions. En outre, les pouvoirs publics ont bénéficié, grâce à la vente de

la Chapelle Darblay, d'une plus-value de 300 millions. Ils vont donc pouvoir redistribuer un substantiel reliquat.
Curieusement, ce ne sont pas les secteurs dont la déliquescence, il y a une dizaine d'années, tenait du lieu commun, qui sont demandeurs. Bien au contraire. Devenue deuxième mondial de la sidérurgie, Usinor-Sacilor n'a nul besoin de soutien, pas plus que Péchiney (3,3 milliards de bénéfices en 1989), ou que Rhône-Poulenc (4 milliards de résultats en 1989).



Phénomène inquiétant, ce sont les secteurs dits "de pointe" qui, cette année, sont aux abois. Fleuron informatique français, Bull poursuit, cortège de licenciements à l'appui, sa descente au purgatoire, dont il ne sortira -au mieux- qu'en 1992. Pour panser ses plaies, qui se traduisent par une perte de 3 milliards en 1990, l'Etat devrait fournir au groupe de Francis Lorentz de l'oxygène au minimum à hauteur d'un milliard. Autre grand sinistré, Thomson, dont le rachat en 1987 de la branche électronique grand public de General Electric, et le pari -risqué- sur la télévision haute définition, n'ont toujours pas porté leurs fruits. Le groupe d'Alain Gomez a terminé le premier semestre 1990 avec une perte de 270 millions, et rien n'indique, les chiffres n'étant pas encore connus, un renversement de tendance au cours des six derniers mois de l'an passé. Soucieux de préserver le secteur électronique, considéré comme stratégique, l'Etat va doter Thomson de 2 milliards en 1991. Autre canard boîteux, l'audiovisuel public, qui vient de connaître une année pour le moins mouvementée : la SFP et l'entité A2-FR3 se partageront un milliard.

AIR FRANCE ET RENAULT

Autre gros bénéficiaire du budget 1991, Air-France, qu'il faudra aider à digérer le rachat d'UTA et à passer un cap qui s'annonce difficile pour l'ensemble du transport aérien.

La dotation de 4,13 milliards apportée par l'Etat à Renault, tient, elle, du cas particulier. L'an passé, Bruxelles avait estimé que l'effacement par les pouvoirs publics d'une dette de 12 milliards faussait les règles de la concurrence, et avait exigé que la régie reverse 6 milliards au Trésor. Paris avait accepté, mais en faisant savoir que le poids de cette somme serait compensé dès les premiers jours de janvier.
C'est chose faite, au grand soulagement de Renault, qui subit ces derniers mois, comme les autres constructeurs, un préoccupant recul de ses ventes.

Olivier Dutreil

La presse à l'école

Lycées et collèges résonnent de débats enflammés sur la guerre du Golfe et le rôle des journalistes. Plus que jamais en question, l'information, dangereuse ou indispensable, passionne les jeunes.
Dans ce contexte, la deuxième semaine de la presse à l'école, qui se tiendra du 2 au 5 avril, devrait mobiliser très largement professeurs et élèves, du cours préparatoire à la terminale. L'an dernier, trois mille rencontres avec des journalistes ont été organisées et cinq mille kiosques à journaux montés dans les établissements scolaires.
Lancée par les ministères de l'Education nationale et de la Communication, coordonnée par le Clemi (Centre de liaison de l'enseignement et des moyens d'information), l'opération est largement soutenue par les groupes de presse, chaînes de radio et de télévision qui participeront à de nombreuses manifestations.
Les enseignants disposeront d'exemplaires gratuits de journaux chez les deux-mille-cinq-cents grossistes des Nouvelles Messageries de la presse parisienne.

*Renseignements : **36.14 Edutel * Presse**.*

ERRATUM
Dans "Vendredi " n°88, du 1er février, page 14, col. 3, à propos de l'indemnité versée aux enseignants en ZEP, il faut bien lire : "2.000 F par an" (et non par mois, comme écrit par erreur).

BREF... EN BREF... EN

■ **La production d'acier brut des pays de l'OCDE devrait encore diminuer en 1991 et la baisse même s'accélérer, à la suite d'une diminution de la demande. Après trois années de hausse, 1990 avait déjà connu une légère baisse.**

■ Les effets de la guerre du Golfe n'ont pas été aussi importants que redoutés sur la Côte-d'Azur. En janvier, l'aéroport de Nice a enregistré une baisse de trafic de 22%. Le chiffre d'affaires de l'hôtellerie a chuté de 30% mais une légère reprise s'est fait sentir dans les derniers jours.

■ **Les Charbonnages de France ont contribué, en 1990, à la création de 12.170 emplois en Lorraine, dans le Nord-Pas de-Calais et le Midi-Centre, dans le cadre de leur mission de réindustrialisation des régions minières. Côut de l'opération : 712 millions de F.**

■ Le plafond du PAP, le prêt aidé à l'accession à la propriété, a été relevé pour être accessible à davantage de ménages à revenus modestes. Il augmente de 3% dans les villes de moins de 100.000 habitants, de 5% dans celles de plus de 100.000 et de 15% en région parisienne.

■ **Un décret, (JO du 31 janvier), fixe les règles en matière de partage entre assurés et actionnaires pour l'assurance-vie. Dans un souci de transparence, les compagnies indiqueront chaque fin d'année le montant "exact" de leurs plus-values latentes. En outre, les transferts d'actifs d'une société à une autre seront beaucoup plus surveillés.**

■ Les organisations syndicales et patronales ont désigné leurs représentants aux conseils d'administration des organismes de la Sécurité sociale.
La Caisse maladie reste à FO, celle des Allocations familiales à la CFTC, la CFDT préside l'Assurance vieillesse et la CGC préside l'ACOSS.

■ **Les CAP en trois ans, après la 5e, vont disparaître. Ils se dérouleront désormais en deux ans après la 3e, comme les BEP. Un enjeu décisif pour la vie économique et pour les jeunes : plus de 30% d'entre eux poursuivent actuellement des études dans ces filières.**

■ 5.000 postes offerts, dont 2.600 nouveaux, dans l'enseignement supérieur à la rentrée prochaine. Un mouvement sans précédent. Particulièrement choyées les universités, jusqu'alors très déficitaires, du Nord-Pas-de-Calais, de Bretagne et des Pays de la Loire.

■ **La crise du Golfe, menace pour l'école ? "La tolérance, le respect d'autrui, le dialogue sont des valeurs qui doivent être enseignées tout comme le sens de l'adhésion à la communauté nationale, qui a ses devoirs et ses exigences." Lionel Jospin a fait passer des consignes de modération : préserver l'unité du monde scolaire, être attentif à ne pas blesser, être tolérant à l'égard des jeunes pacifistes, répondre aux questions des élèves. Sous réserve des exigences de sécurité, la vie scolaire doit se poursuivre de la façon la plus normale possible.**

pousser les feux de la décentralisation

Décentralisation : où en est la France ? Trop d'échelons pour préparer la perspective européenne ? Débat entre Georges Frèche, maire de Montpellier, auteur d'un essai remarqué, "La France ligotée", et Bernard Bioulac, président du conseil général de Dordogne.*

"Vendredi". Les lois de décentralisation ont-elles atteint leurs objectifs ? Faut-il aller plus loin ?

Georges Frèche. On assiste à un retournement : les pays centralisés tardivement comme l'Italie, l'Allemagne, l'Espagne et qui ont gardé dans leurs gènes une tradition décentralisée, vont être les gagnants de l'Europe de 1993. La France se singularise par un fouillis d'institutions, des syndicats de communes à l'Europe, en passant par les régions, les préfets, ce qui entraîne une forte déperdition d'énergie et d'argent. Aucune de ces institutions n'a les reins assez solides par rapport aux pays concurrents. La décentralisation a peu profité aux villes. Le grand gagnant est le département.

Dans "La France ligotée", Georges Frèche va jusqu'à proposer la suppression des départements...

G.F. Je ne fais pas de fixation sur le département, mon analyse est plus large. Les centralisateurs préfèrent avoir cent interlocuteurs plutôt que 22 ou 24 correspondants avec de réels pouvoirs. Il ne devrait y avoir que trois grandes institutions : l'Etat, la région et les grandes villes. L'Etat est le maître du jeu, l'arbitre. Les départements pourraient se transformer en circonscriptions administratives au sein de la région et se voir dévolues les fonctions de proximité pour lesquelles ils sont bien armés, comme l'aide sociale ou la voirie.

B.B. Le département a permis de lancer de grands programmes, par exemple, en Dordogne, une charte de développement, l'adaptation du système social... Sur le plan économique, en revanche, le cadre départemental est un peu étroit. Le moment n'est-il pas venu de passer à un autre échelon pour l'aménagement, le développement ? Nous ne sommes pas capables, en France, de faire passer la fonction avant la structure. Si, chemin faisant, il était démontré que, dans la construction d'une France moderne, adaptée à l'Europe, il faut qu'un échelon saute, pourquoi pas ?



"Certains conseillers généraux ruraux ont tellement peur de l'inconnu qu'ils vont jusqu'à refuser l'implantation d'une entreprise"

(Saint-Lô : le petit Versailles du conseil général de la Manche)

Bernard Bioulac. Les lois Defferre ont représenté une rupture fondamentale dans un pays conservateur, jacobin, comme la France, même s'il s'agissait d'une opération chirurgicale a minima. La région a été mal positionnée, tout le poids est revenu au département. Depuis dix ans, le jeu des grands corporatismes a été réactivé.

Faut-il au moins changer le mode d'élection des conseillers généraux ?

G.F. Les modalités d'élection sont scandaleuses. Si certaines collectivités représentent l'espace, qu'elles aient une fonction politique et non des fonctions financières, comme en Allemagne ou aux Etats-Unis. Or, les grosses masses financières, hors Paris, sont dans les départements. Le département de l'Herault est dirigé par des gens qui représentent 7% de la population. Les élus des trois grandes villes (Montpellier, Sète, Béziers) -85% de la population- ne comptent absolument pas. Certains conseillers généraux ruraux ont tellement peur de l'inconnu qu'ils vont jusqu'à refuser l'implantation d'une entreprise. Arrêtons de considérer la ville comme un ennemi ; ce n'est pas dans l'intérêt des ruraux.

B.B. Effectivement, on ne fait pas voter les arbres ! Que représente un conseiller général élu par 250 habitants ? Nous trouvons de plus en plus difficilement des gens motivés : dans certains cantons, ce n'est pas le meilleur candidat qui est élu, mais le moins mauvais. Cette notion cantonale est à repenser. Qu'une équipe dirige, comme dans une municipalité ! On ne fait pas une politique cantonale de l'économie, de l'éducation... C'est une loi scélérate du point de vue de la démocratie.

Comment procéder pour rendre lisible le rôle des diverses institutions locales ?

G.F. Il faut clarifier les compétences, savoir qui fait quoi. Villes, départements et régions ne peuvent pas continuer de s'occuper tous à la fois d'économie, de social, de santé, de culture. Quand l'un fait un festival de danse, l'autre, pour des raisons médiatiques, lance un festival de musique et le troisième de théâtre. Dans le lot, il y a forcément deux sous-festivals. L'économie, les infrastructures, devraient être du ressort des régions.

B.B. L'Etat doit garder ses compétences en politique internationale, justice, sécurité, défense. L'Education nationale, doit être décentralisée si on veut bien utiliser les 248 milliards de son budget. Tout le reste peut être géré près des citoyens, par la région et la communauté de communes ou la grande ville. Pour les départements très ruraux, l'échelon local doit-il être géré par les communautés de communes ou par le département ? Là où il n'y a pas de grande ville, le département se comporte avec la décentralisation comme un lieu d'organisation de la vie quotidienne.

G.F. Développer le rural implique de travailler avec les villes. Aujourd'hui, l'impulsion part des villes, de ses centres de ressource, de recherche, des grandes écoles, des facs, des laboratoires. La ville peut se développer sans la campagne,

mais le contraire n'est pas vrai. A l'Etat de veiller à ce que les villes diffusent, à travers des réseaux, de l'emploi vers les zones rurales.

Quel doit être le rôle de l'Etat ?
G.F. Personne ne met en cause le rôle central et directif de l'Etat. Les Etats feront l'Europe. L'Etat est chargé des grands équipements, de donner les grandes orientations et d'arbitrer entre tous les échelons : en aidant les régions en difficulté, hors des grands axes européens, la façade Atlantique, l'Auvergne, le Limousin. Au sein des régions : veiller à ce que l'égoïsme de Paris à l'égard de la province ne soit pas imité, que Bordeaux, par exemple, n'engendre pas un désert aquitain.
A l'intérieur des villes : éviter une croissance à deux vitesses. Mais la réhabilitation des quartiers dégradés est une responsabilité municipale. Pour les communes qui refusent de s'en occuper, l'Etat doit intervenir par la DGF, utiliser son arsenal fiscal pour ponctionner celles qui ne font pas suffisamment de social. Mais ce n'est pas en parachutant un sous-préfet qu'on réglera les tensions du type Vaulx-en-Velin. C'est une utopie de la technocratie énarchique.

Les péréquations fiscales suffiront-elles à prévenir les risques si les municipalités n'ont pas une volonté politique ?
B.B. Eternel problème ! Les mêmes remarques ont été faites pour les départements qui n'attribuaient pas à l'action sociale tous les moyens dégagés. Dans un Etat moderne, l'Etat doit-il garder cette fonction de rappel à l'ordre des exécutifs locaux ? Théoriquement, la loi devrait suffire.

Quelles perspectives pour les régions dans le cadre européen ?
G.F. L'idéal serait une région puissante avec des circonscriptions administratives, un président de région élu au suffrage universel direct et pas de préfet. Peut-on dire pour autant, comme l'affirment certains, que l'unité française sera mise en cause ? Faux ! Le gouverneur du Texas ne porte pas ombrage au président des Etats-Unis.
Les régions fonctionnent trop comme des fonds de tiroir des conseils généraux. Pour avoir de vraies régions, il faut d'abord de vrais budgets. Le budget de la région Languedoc-Roussillon correspond à la moitié de celui de Montpellier, au quart de celui de l'Hérault, un des cinq départements qui la constituent. Elle n'a aucune marge de manœuvre par rapport à d'autres régions proches, comme la Catalogne ou la Lombardie. Se pose également la question du redécoupage des régions. Mais on risque d'évacuer les vraies questions si on la pose en préalable.

Propos recueillis par Bernard Chaouat et Maryline Trassard

** Editions Belfond*

BREF... EN BREF... EN BREF... EN BREF... EN

■ Les municipalités, utilisateurs idéaux de la voiture électrique ? C'est l'avis du Premier ministre, qui vient de signer une circulaire incitant toutes les administrations à s'équiper de tels véhicules. Avec une autonomie de 100 km et une vitesse maximale de 80 km/h, la voiture électrique, non polluante et plus silencieuse, paraît particulièrement adaptée à des utilisations impliquant de fréquents arrêts, sur de courtes distances. Le Groupe interministériel pour le véhicule électrique (GIVE) étudie d'autres mesures devant permettre le développement de ces engins.

■ Les socialistes de Saint-Etienne (Loire), contestent la décision du conseil municipal d'augmenter de 37% le prix du mètre cube d'eau à partir du 1er janvier et ont déposé un recours devant le tribunal administratif. Le coût du mètre cube d'eau est passé de 3,38 F au 1er janvier 1990 à 6,20 F au début du mois dernier et devrait grimper à 7,90 F en 1992, soit une hausse de 133% en trois ans.
Le PS voit dans ces augmentations successives, "une forme d'impôt déguisée".

■ "Déchets, les subir ou les maîtriser", était le thème du quatrième colloque de Lassay, qui a eu lieu le jeudi 7 février, à l'Assemblée nationale. Des déchets nucléaires, industriels ou ménagers, à ne savoir qu'en faire : voilà la réalité peu reluisante de nos sociétés industrialisées. En France, 70% des 30 millions de tonnes de déchets urbains finissent dans des décharges dont 6.000 ne correspondent pas aux normes et 25.000 sont sauvages. Chercheurs, industriels, politiques, écologistes se sont penchés sur la question, agitant des idées, devant les élus, les professionnels du déchet et les associations. Par ce colloque, Laurent Fabius voulait "attirer l'attention sur un problème qui va sauter au visage de la France". Aux politiques d'agir.

■ Lors du prochain comité interministériel d'aménagement du territoire, Jean-Pierre Soisson proposera des mesures d'aide à l'emploi, à la formation professionnelle et à la création d'entreprises, adaptées à la spécificité du monde rural. "Un projet ambitieux", selon le ministre du Travail, élaboré à la suite des conclusions d'une étude demandée à la Fédération nationale des maires ruraux.

■ Fougères, 25.000 habitants (Ille-et-Vilaine) a remporté le grand prix du concours des Echarpes d'or, lancé il y a un an par la Prévention routière, couronnant les collectivités locales ayant pris des dispositions efficaces pour réduire le nombre et la gravité des accidents. Résultat du plan de circulation : 63% d'accidents en moins depuis 1983.

C . L . U . B
Vendredi



Pour remplir cette page club, vite à vos stylos. Nous attendons vos propositions : faites connaître ici vos spectacles, vos vacances de rêve, vos coups de cœur...

A renvoyer à : "Vendredi" - Service lecteurs
accompagné du montant des deux abonnements vendus soit 400 F

Abonnez-vous !

BON DE COMMANDE

A renvoyer à : "Vendredi" - Service lecteurs
10 rue de Solferino - 75333 Paris cedex 07
Merci de penser à joindre votre bande adresse

Nom.....Adresse.....
.....Code postal.....Ville.....

❑ 1 - *Je m'abonne à "Vendredi" pour un an : **250 F** *(étranger : DOM-TOM - CEE : **400 F** - autres pays : **600 F**)*
❑ 2 - *Je m'abonne à "Vendredi" et commande l'album "Dessins inspirés par l'actualité" : **300 F**
❑ 3 - *Je m'abonne à "Vendredi" et commande "Le Feu et l'eau" : **350 F**
❑ 4 - *Je m'abonne à "Vendredi" et commande l'album "Dessins inspirés par l'actualité" et "Le Feu et l'eau" : **400 F**
❑ 5 - Je suis abonné à "Vendredi" et veux recevoir uniquement l'album "Dessins inspirés par l'actualité" : **100 F**
❑ 6 - Je suis abonné à "Vendredi" et veux recevoir uniquement "Le Feu et l'eau" : **130 F**
❑ 7 - Je suis abonné à "Vendredi" et veux recevoir "Le Feu et l'eau" et "Dessins inspirés par l'actualité" : **200 F**
❑ 8 - **Je ne suis pas abonné :** j'ajoute **20 F** de frais de port par ouvrage commandé

Soit au total.....F
Ci-joint mon paiement par chèque bancaire ou postal
Date *Signature*

***Je prends note que je recevrai en cadeau le pin's "Vendredi"**

SURENDETTEMENT DES FAMILLES :

prévenir plutôt que guérir

La loi Neiertz permet de rééquilibrer les situations délicates. Beaucoup de personnes voient ainsi une issue lors de la procédure du règlement amiable. Après, c'est le juge qui tranche.

D'après la Banque de France, le nombre de surendettés est estimé à 200 ou 250.000. Principales causes de cette situation : les dettes immobilières et les crédits à la consommation ; un changement dans la situation familiale (divorce, maladie, décès du conjoint, chomâge...).
La loi du 31 décembre 1989, (loi Neiertz) met en place toute une série de mesures destinées à lutter contre le surendettement. Elle a deux aspects.
- Un volet préventif renforçant l'information de l'emprunteur.
- Un volet curatif, avec la création des commissions départementales d'examen des situations de surendettement, chargées de négocier avec débiteurs et créanciers pour aboutir à un plan d'allègement de la dette. Au 15 janvier 1991, 92.956 dossiers étaient en instance.

Procédure du réglement amiable

La loi se propose de régler les difficultés liées aux besoins de la vie privée et non celles qui résultent de la profession. C'est au débiteur de saisir la commission départementale du lieu de son domicile (pour l'adresse, voir avec la mairie). Il entre alors dans la procédure du règlement amiable. La loi n'a fixé aucun seuil à partir duquel une personne peut être considérée comme surendettée, aucun plafond de revenus n'a été retenu.

Comment saisir la commission ?

Le débiteur doit se procurer un formulaire spécial au siège de la commission et donner tous les détails concernant sa situation : revenus, situation de famille, adresse, montant des dettes, coordonnées des créanciers, conditions de logement... Chaque commission est composée du préfet, du trésorier-payeur-général, du directeur départemental de la Banque de France, d'un représentant des établissements de crédit, des associations familiales ou de consommateurs.

Que fait la commission ?

Elle examine la recevabilité du dossier et la bonne foi du demandeur. Elle dispose de deux mois pour trouver une solution négociée entre débiteur et créanciers. Elle a tous pouvoirs de proposition (rééchelonnement des dettes, aménagement des taux d'intérêt...)
Les parties ne sont pas obligées d'accepter les propositions mais si l'accord est conclu, elles s'engagent à respecter les décisions prises.

Procédure du redressement judiciaire

C'est le tribunal d'instance du domicile du débiteur qui est compétent. La procédure peut être demandée :
- en cas d'échec du règlement amiable ;
- en cas de refus du dossier par la commission ;
- par le débiteur ;
- par un créancier qui engage une procédure d'exécution

La loi permet aussi au débiteur de saisir directement le juge sans passer par la procédure du règlement amiable.

Comment saisir le juge ?

Le débiteur s'adresse au tribunal d'instance. Au dossier, le cas échéant, il joint la lettre envoyée par la commission constatant l'échec de la conciliation. Une fois le juge saisi, les parties n'ont plus aucun pouvoir sur le règlement du litige. Le juge a toutes les possibilités pour redresser la situation. Il peut par exemple imposer un report de dette et, en contrepartie, ordonner au débiteur de vendre un bien.
Les mesures prises à l'égard du débiteur figureront dans le fichier national des incidents de paiement.

Chrystie Lipani



... EN BREF...

Changement d'adresse : où déclarer, où payer l'impôt sur le revenu ?
L'année du déménagement, si vous n'êtes pas mensualisé, payez à la perception mentionnée sur votre avis d'imposition (il s'agit généralement de la perception de l'ancien domicile). Si vous êtes mensualisé, la perception de votre ancien domicile effectuera les prélèvements sur votre compte. L'année suivante, adressez votre déclaration de revenus au centre des impôts de votre ancien domicile. Si vous n'êtes pas mensualisé, payez les deux acomptes à la perception où vous avez réglé l'impôt de l'année précédente, et le solde à la nouvelle perception. Si vous êtes mensualisé, les prélèvements seront effectués par votre ancienne perception. A réception de votre avis d'imposition, indiquez au percepteur de votre nouveau domicile la perception qui a fait les prélèvements mensuels. Les derniers montants seront prélevés par le nouveau percepteur.

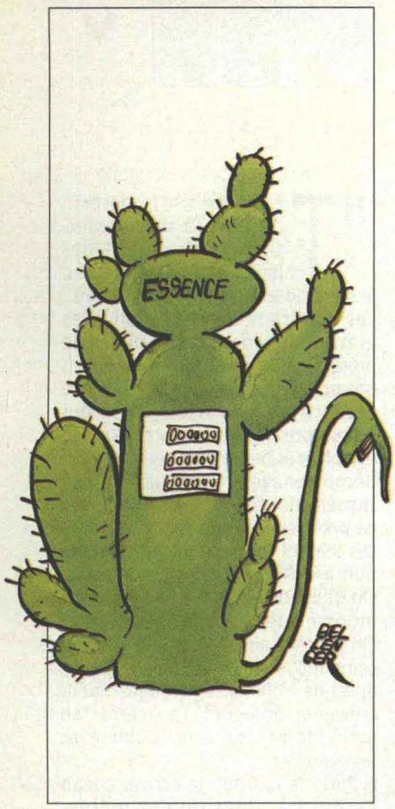
Concours importuns : si vous ne voulez plus être sollicité pour participer à des concours, demandez au Syndicat des entreprises de vente par correspondance (60, rue de La Boétie 75008 Paris) d'être rayé des fichiers. Vous pouvez aussi saisir la commission nationale Informatique et Liberté, 21, rue St-Guillaume, 75007 Paris.

Handicap-Amérique latine : cette association collecte, auprès des organisations humanitaires, du matériel usagé destiné à l'équipement hospitalier. Réparé, ce matériel est envoyé aux sociétés qui s'occupent de l'insertion des handicapés. L'association aide aussi à créer sur place des ateliers de fabrication de fauteuils roulants, afin de répondre aux besoins des plus démunis.
Handicap-Amérique latine : 13, rue Nélaton, 92800 Puteaux.

PETITE ANNONCE
100 F la ligne

Ville de Pontarlier
(Doubs) - 18.000 habitants
recrute
• pour les ateliers municipaux
un technicien territorial, responsable des différents corps d'état
• pour le bureau d'études des services techniques
- un technicien territorial - spécialité : architecture / bâtiments
- un technicien territorial - cellule urbanisme, permis de construire, VRD
Prise de fonction : la plus proche possible.
Possibilité de mutation
Adresser curriculum vitae + copie des diplômes à Monsieur le Maire BP 259 - 25304 Pontarlier cedex

... LE DESSIN DE LA SEMAINE ...



BLOC - NOTES

Claude Estier

29 janvier
La démission de Jean-Pierre Chevènement n'est pas vraiment une surprise même si elle n'était pas attendue aujourd'hui. Le président de la République l'a cette fois acceptée, alors qu'il l'avait refusée précédemment, car même s'il n'avait aucun reproche à faire au ministre de la Défense quant à l'application des décisions prises à l'Elysée, il a jugé qu'une clarification était devenue nécessaire. Le départ de Chevènement -que le Parti communiste cherche grossièrement à récupérer- va agiter la presse pendant quelques jours mais je ne crois pas à des remous profonds au sein du PS. Quant à la cohésion gouvernementale, elle ne peut évidemment qu'y gagner. Avec Roland Dumas aux Affaires étrangères et Pierre Joxe à la Défense, François Mitterrand n'a plus aucune difficulté de communication.

1er février
Sans la guerre du Golfe, l'annonce faite par le président De Klerk de la prochaine abrogation des dernières lois fondamentales de l'apartheid aurait fait les gros titres de la presse mondiale. L'événement ne doit donc pas être négligé même s'il reste beaucoup à faire pour abolir toute discrimination raciale en Afrique du Sud. Il y a moins de dix-huit mois que l'ancien président Botha a démissionné, ouvrant la voie à une réconciliation inespérée à laquelle, chacun de leur côté, Frédérik De Klerk et Nelson Mandela ont puissamment contribué.

2 février
En conclusion du comité directeur, entièrement occupé par la guerre du Golfe, je n'enregistre aucune voix contre la déclaration qui apporte un soutien sans équivoque à l'action du président de la République et à la participation de la France à la coalition internationale. Les "indisciplinés" du 16 janvier se sont partagés en quatre abstentions (dont Dray et Mélenchon) et onze refus de vote (les amis de Chevènement). Je sens bien que ces derniers ont choisi une position d'attente, partagés qu'ils sont entre leur désir de ne pas rompre avec la direction du parti et leur solidarité avec le ministre de la Défense démissionnaire. La suite dépendra pour beaucoup de ce que celui-ci fera dans les prochains jours.

4 février
Conversation en tête à tête avec le ministre algérien des Affaires étrangères Sid Ahmed Ghozali, qui s'est arrêté à Paris en revenant de Téhéran (où il a acquis la conviction de la neutralité de l'Iran dans la guerre du Golfe). Je l'interroge d'abord sur ce qu'il a dit dimanche soir à RTL, à savoir que l'Irak aurait toujours privilégié la négociation. Il nuance et admet que cela était vrai jusqu'au discours de François Mitterrand, le 24 septembre, à l'ONU, mais qu'après les choses ont été "verrouillées" du fait, estime-t-il, des Américains. Il reconnaît aussi que la situation aurait pu changer si, à la veille même de l'ultimatum, Saddam Hussein avait saisi l'occasion que lui offrait le dernier plan français. Le président irakien, parfaitement conscient de la supériorité militaire de ses adversaires, a préféré jouer son image dans le monde arabe et, de ce point de vue, pense Ghozali, il a déjà gagné.
Précisément, mon interlocuteur est préoccupé comme moi des répercussions du conflit sur les relations franco-algériennes. "Il faut gérer, me dit-il, une situation qui a aussi chez nous des implications de politique intérieure. Les Algériens se demandent pourquoi la France participe à la coalition. Je suis de ceux qui s'efforcent de calmer le jeu, mais cela deviendra de plus en plus difficile à mesure que la guerre durera."

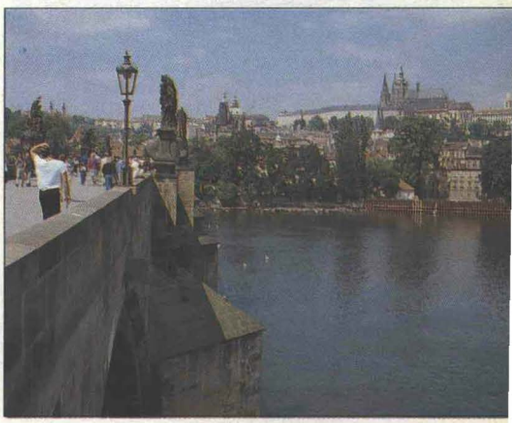
VIRGIL TANASE

Le promeneur amoureux

Tout d'abord, je me suis laissé séduire par le titre : *"Florence et Sienne, guide du promeneur amoureux"* (1). Cela me rappelait les souvenirs délicieux de Kenneth White écrivant sur l'Ecosse et Renzo Salvadori sur Venise. Des écrivains, des hommes d'art vous prenant par la main pour vous faire découvrir une géographie subjective et exaltée, intime et révélatrice. Je fus déçu. Le guide sur la Toscane, signé John Kentis, est illustré d'une façon impressionnante, mais je doute de son efficacité ! Le texte est simple, minime, pauvre. Dans l'esprit de l'éditeur, le "promeneur amoureux" doit avoir sept ou huit ans. Il est consommateur de bandes dessinées, culturellement vierge et sentimentalement handicapé... ce n'est pas moi !
"Le Grand guide de Prague" (2), lui, réunit une douzaine d'auteurs, écrivains, journalistes, spécialistes, etc. Le texte est, certes, plus riche en informations diverses et, de toute évidence, il s'adresse à un âge mental plus élaboré, disons la tranche dix-onze ans. Une fois dépassés le

L'envie me prend parfois de voyager, comme tout le monde, sur le papier, collectionnant les guides, les ouvrages dépaysants ou étranges. Florence et Sienne, Prague, l'Orient des sultans... !

sujet et le verbe, les auteurs, pris de panique, s'empressent d'offrir au lecteur un point à même de lui épargner un effort indécent en période de vacances. Je me serais contenté de constater les faits sans vous faire part de ma déception si je n'avais pas l'impression d'une injustice qui nous est faite à nous tous, somme toute vrais "promeneurs amoureux".
Pourquoi s'imagine-t-on qu'une fois quitté notre patelin, nos capacités mentales s'atrophient ? Pourquoi les éditeurs veulent-il nous faire croire que celui qui va à Florence ou à Sienne est nécessairement un plouc ?
Alors, ne vous étonnez pas que, pour parcourir l'Italie, je préfère emporter dans mes bagages André Suarès (*"Voyage du Condottiere"*, (3) et que, le jour où j'arriverai à Prague, je parcourerai la ville avec l'ouvrage de Patricia Runfola : *"Prague au temps de Kafka"* (4). Le texte est, ici, plus réjouissant parce qu'il s'adresse à des gens cultivés et fiers de l'être, toujours à l'affût de connaissances et de sensations sentimentales.
"Splendeur des sultans, les dynasties musulmanes de 1869 à 1952", nous entraîne vers le voyage par un autre biais (5). L'auteur, Philip Mansel, historien, s'est trouvé en possession de nombreux documents photographiques, souvent inédits, sur les familles régnantes du Proche-Orient. De photo en photo, nous glissons du Caire à Istanbul, et de l'émir Fayçal d'Irak à Habiboullah Ghazi, rebelle afghan, en passant, cela va de soi, par les harems. Le lecteur est saisi d'un sentiment étrange : ce n'est pas tout à fait l'histoire, mais ce l'est quand même un peu ! Ces hommes -et, partant, ces femmes- nous paraissent, aujourd'hui, les habitants d'une autre planète. Pourtant, ils vivent là, et jusqu'à il n'y a pas si longtemps, nos parents auraient pu les connaître ! Entourés de



▲ *Prague : pont Charles et colline du Hradçany*

leurs esclaves (sic !), ils se prélassent dans les fastes politiques du despotisme absolu ! L'ouvrage de Philip Mansel n'explique pas l'histoire de cette partie du monde, mais sa façon de nous raconter les règnes de ces "sultans" nous donne pas mal de clefs pour comprendre des sociétés qui, de nos jours, n'arrêtent pas de nous étonner.
Parce que, en fin de compte, le voyage est aussi ceci : donner à l'intelligence les arguments du regard.

(1) Gallimard, 190 p., 115 F.
(2) Gallimard, 228 p., 160 F.
(3) Ed. Granit, 606 p., 150 F.
(4) Veyrier, 228 p., 195 F.
(5) Balland, 205 p., 150 F.

l'Orchestre national de Lille et sa réussite

C'est une histoire proprement exemplaire : celle de l'Orchestre national de Lille. Dans notre pays, où les entreprises musicales ont tellement de mal à aboutir, cette aventure mérite un coup de chapeau.

Au commencement, il y avait à Lille, comme dans un certain nombre d'autres villes, un orchestre de l'ORTF. Ces orchestres de région ne survécurent pas à l'éclatement de l'Office, fin 1974, quand Radio-France recentra ses actions en matière de musique sur Paris.



▲ *L'Orchestre national de Lille et Jean-Claude Casadessus en répétition*

Presque partout ailleurs, ce fut aussitôt le désert musical. Mais pas à Lille où, en février 1976, la région Nord-Pas-de-Calais créa, avec l'aide de l'Etat, l'Orchestre philharmonique de Lille. Tout de suite, le nouvel orchestre fut confié à Jean-Claude Casadessus, 41 ans.

Choix heureux s'il en fut. Jean-Claude Casadessus appartient à une famille où tout le monde est musicien ou comédien. Lui-même avait été un percussionniste de grand talent avant de se tourner vers la direction d'orchestre. Un grand diable de chef d'orchestre, aussi mince et aussi mobile que sa baguette, immédiatement perçu comme quelqu'un d'indiscutable et de sympathique.

Ce sont bien ces deux traits de caractère : la compétence et la faculté d'animer et d'entraîner un groupe de travail qui ont été à l'origine du succès. L'Orchestre philharmonique de Lille, devenu depuis Orchestre national de Lille, compte aujourd'hui 100 musiciens. Il donne, en moyenne, 120 concerts par an et touche quelque 140.000 auditeurs. Surtout, parmi l'ensemble des orchestres de région qui existent, l'O.N. de Lille est celui qui joue le plus la décentralisation : 7.000 kilomètres par an dans la seule région Nord-Pas-de-Calais pour y donner des concerts dans une centaine de localités, même si toutes ne sont pas idéalement équipées pour recevoir un grand orchestre symphonique.

Simultanément, l'Orchestre national de Lille a su se donner une image internationale de qualité. Il participe aux grands festivals ; il a joué en URSS, en Angleterre, en Allemagne, aux Etats-Unis et, bien sûr, en Belgique. Une nouvelle tournée est à l'horizon avec l'Espagne, le Japon et l'Autriche : Salzbourg l'a invité pour l'année Mozart.

Aujourd'hui, la partie engagée il y a quinze ans est largement gagnée : "Il faut du temps, dit Jean-Claude Casadessus : nous l'avons pris."

Il fallait aussi un état d'esprit commun : la volonté d'un projet culturel et la volonté de le faire aboutir. L'ambition partagée entre l'orchestre et la région était de porter la musique le plus près possible de chacun des quatre millions d'habitants des deux départements. La réponse est venue d'un auditoire jeune : la moyenne d'âge de ce public est de 36 ans dans le Nord-Pas-de-Calais. Curieusement, la moyenne d'âge de l'orchestre est exactement la même : de loin, la plus jeune de toutes les grandes formations orchestrales françaises. Une formation par ailleurs cohérente et stable : pas un seul mouvement de grève en quinze ans. Voilà qui en dit long et doit faire rêver plus d'un.

J.G.

CINEMA

Woody Allen : "Alice"

Woody Allen tourne un film par an. Voici le 21e, "Alice" (Mia Farrow) , un délicieux portrait de femme. Elle a tout pour être heureuse : deux beaux enfants, des domestiques, un superbe appartement et un mari riche et dynamique. Un jour, souffrant d'un mal de dos, elle consulte un chiropracteur chinois, le Dr Yang, qui lui fournit d'étranges potions. L'une la désinhibe et elle drague, une autre la rend invisible, une autre encore lui permet de s'envoler au dessus de Manhattan. Parabole évidente : Alice se libère. Du joug matrimonial, de ses interdits sexuels, des contraintes de sa classe.

Mia Farrow, l'épouse de Woody Allen, est, pour la onzième fois, son interprète idéale. Il vient encore de lui tailler un rôle sur mesure de femme matériellement comblée mais frustrée dans ses aspirations. Naïveté, timidité, trouble, toutes ses émotions passent dans son regard.

Woody Allen n'a, en revanche, aucune estime pour les hommes : le mari (William Hurt) est un macho plein de suffisance et l'amant (Joë Mantegna) ne vaut guère mieux, prêt à l'aventure, mais refusant de l'assumer ensuite.

Woody Allen se confirme comme l'un des meilleurs cinéastes de la femme. Il poursuit également sa peinture satirique de la haute société new-yorkaise. Avec une totale liberté, un talent et une authenticité uniques, il construit une des œuvres les plus riches et les plus cohérentes du cinéma mondial. Une heure cinquante de comédie légère et élégante, de rêve, sans Rambo ni Batman, mais avec une bande son du jazz le plus pur. Merci Woody. Sortie le 6 février.



▲ *Mia Farrow*

Claude Polak

TV

VICTOIRES

"Il tempête sur le désert" demeure la superproduction 1991. Au fil des jours, parfois des heures, le scénario évolue et se déstructure. Les généraux du Pentagone, les états-majors des forces alliées, le président George Bush n'avaient-ils pas oublié que les Irakiens savent se battre ? Les ordinateurs ont-ils pris en compte que les armes de Bagdad ne sont pas de simples pétoires ? On découvre, avec effroi, que Saddam Hussein tient toutes ses promesses, de préférence les pires.

Les chaînes continuent, de jour et de nuit à débiter des images de sable. On utilise des images d'archives pour montrer des batailles de fusées. On entend, aussi, des soldats américains reconnaître, d'une voix lasse, après de violents accrochages "qu'ils crevaient de peur". La guerre "en vrai" n'a rien de comparable avec les exercices !

A Paris, le journaliste écrivain, Jean Lacouture, dans un des innombrables débats consacrés au conflit sur TF1 souligne "l'arabisme tragique de Bagdad". Pierre Salinger, coauteur avec Eric Laurent, du livre "La Guerre du Golfe", invité d'Anne Sinclair pour "7 sur 7" (TF1) a fait talentueusement la promotion de son ouvrage. Confident de tous les dirigeants de la planète, ancien collaborateur des Kennedy, Salinger évite de clapoter dans l'optimisme. La guerre, fin juillet 1990, aurait pu ne pas être programmée. Désormais, nous sommes installés dans la durée.

Les "Victoires" de la musique "en direct du Zénith" ont rappelé que les aimables invités, très souvent, avaient mal aux mains évitant, ainsi, de trop applaudir ! Cette fête avec ses petits discours et ses cahiers de revendications (pas toujours injustifées) manquaient de joie, d'enthousiasme, de ferveur. Patrick Bruel n'a pas été couronné car on lui préféra Michel Sardou. S'agit-il d'une erreur fondamentale ? Des spécialistes l'affirment. Patricia Kaas, dans sa catégorie, est jugée la meilleure. Chaque époque a sa Piaf et sa Gréco...

Les respectables responsables de la direction et de la programmation d'Antenne 2 ne pourraient-ils, enfin, revoir les horaires de Christine Ockrent et de Bernard Pivot ? Doivent-ils, en permanence, connaître l'exil en fin de soirée ? "Carnet de route", "Bouillon de culture", par leur intelligence et leur qualité, leur ton et leur style méritent, exigent même, le 20 h 45. Frédéric Mitterrand, lui aussi, doit revenir. Il nous manque.

Pierre Ysmal

Wilson, Georges et Lambert

Le père n'avait dirigé son fils qu'une seule fois, lorsque Lambert était encore adolescent, pendant un festival d'Avignon.

Pendant dix ans, le théâtre de l'Œuvre a été occupé par un duo de choc : Georges Wilson et Jacques Dufilho. On avait le sentiment que rien ne pourrait faire qu'ils ne jouent plus ensemble. Pourtant, voilà que Jacques Dufilho part en tournée dans toute la France avec "Je ne suis pas Rappaport", de Herb Gardner.
Alors, Georges Wilson met en scène son fiston, le beau et séduisant Lambert, dans une pièce de Jean Anouilh "Eurydice", aux côtés de Sophie Marceau. "Sans ces deux interprètes, je n'aurais pas monté la pièce", déclare Georges Wilson.
Le père n'avait dirigé son fils qu'une seule fois, lorsque Lambert était encore adolescent, au cours d'un festival, à Avignon. En 1988, ils se sont retrouvés le temps d'un film, "La Vouivre", d'après Marcel Aymé, dont Georges Wilson assurait la réalisation. Les voilà cette fois en pleine répétition "d'Eurydice". Comment leurs rapports père-fils deviennent-ils ceux de metteur en scène à interprète ? Bien, paraît-il. Dans une grande sérénité.
Lambert appelle son père "Georges" et ne discute jamais les indications de son metteur en scène. Les sentiments familiaux restent très discrets et cèdent la place au plus parfait respect mutuel.

N.A.

La première "d'Eurydice" aura lieu le 12 à 20 h 45 au théâtre de l'Œuvre. ☎ 48.74.47.36



▲ *Georges et Lambert Wilson pendant une répétition "d'Eurydice", de Jean Anouilh*

femmes de scène

Février voit éclore plusieurs spectacles écrits ou mis en scène (parfois les deux) par des femmes.

◆ Du 8 au 23, au théâtre du Lierre "Les Co-épouses" de **Fatima Gallaire** (Prix Arletty 1990) ☎ 45.86.55.83 ◆ A l'Athénée, jusqu'au 17, "Une Femme", d'**Annie Ernaux**. Adaptation et mise en scène de **Micheline Uzan**. ☎ 47.42.67.27 ◆ Au théâtre Montparnasse, jusqu'au 16, **Marion Berry** a écrit et mis en scène "Le Fiancé", qu'elle interprète. ☎ 45.48.92.27 ◆ Au 18 Théâtre, **Isabelle Startrier** met en scène, de Joshua Sobol, "La Dernière Nuit d'Otto Weininger", jusqu'au 3 mars. ☎ 42.26.47.47 ◆ Bientôt, le monde du théâtre cessera de compter les créatrices sur les doigts de la main. Ce sera la relève de **Marguerite Duras, Nathalie Sarraute, Ariane Mnouchkine, Loleh Bellon** ou **Coline Serreau**.

DES ROMANS POLICIERS

"Crimes en trompe-l'œil", *de Frédéric Hoe (Fayard). Le prix du Quai-des-Orfèvres 1991 est appréciable, bien de chez nous, sans excès de violence ni de tumulte. L'auteur, inspecteur d'académie (honoraire) a une estimable carrière devant lui.*

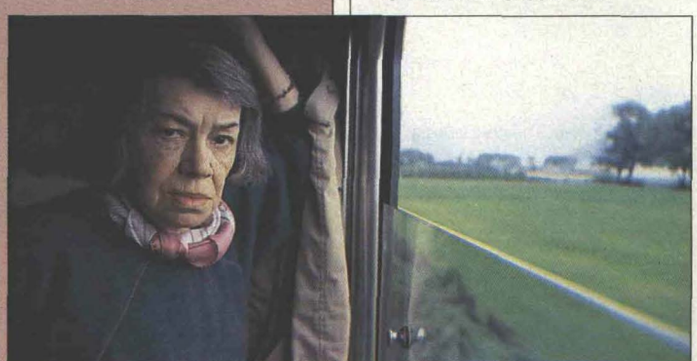
"Le Commissaire dans la truffière", *de Pierre Magnan (Folio n° 2223). Prix du Quai-des-Orfèvres, en 1983, pour "Le Sang des Atrides", Pierre Magnan, avec les aventures de Laviolette, nous entraîne dans les Alpes d'après 1968. Désormais, on y trucide les hippies ! Agréable à déguster pour les odeurs du terroir et une omelette aux truffes.*

""Le Trente-sixième Dessous", *de Paul Gerrard (Le Masque n° 2031). Pourquoi Claude Louvet, chimiste vedette, part-il avec ses dossiers ? Pourquoi met-on un tel acharnement à interroger sa femme, qu'il a négligé de prévenir ? Un roman noir de 1963, réédité pour les nouvelles générations.*

"Nemesis", *d'Agatha Christie (Le Livre de poche n° 6925). Esprit pratique, subtile, au besoin rusée et patiente, miss Jane Marple va, une fois encore, montrer comment les énigmes les plus compliquées ne sont, décidément, pour elle, qu'aimable jeu d'enfant.*

"L'Œil était dans la bombe", *de Mark Schorr (Série noire n° 2253). Odin, flic valeureux, devient borgne à cause d'une bombe explosant mal à propos. Il a eu le temps de se livrer à une enquête où il se heurte à la mafia. Nous sommes à Los Angeles...*

▼ *"Strangers on the train" (pour les inititiés). Patricia accuse soixante-dix ans*



L'Inconnu du Nord-Express", *de Patricia Highsmith (Le Livre de poche n° 4411). Alfred Hitchcock en a tiré un chef-d'œuvre. Relisez-le pour une soirée de bonheur.*

P.Y.

... EN BREF...

■ **La 11.000e représentation de"La Cantatrice chauve" et de "La Leçon" vient d'être donnée au théâtre de la Huchette. C'est grâce au roulement de quelque cent comédiens que ces deux pièces d'Eugène Ionesco sont données, dans la même salle, sans interruption, depuis 1957.**

■ "Le Malade imaginaire", dans l'esprit de Daumier, -noir et blanc, caricatural- est mis en scène par Gildas Bourdet, à la Comédie française. Salle Richelieu jusqu'au 15 mars.

■ **"Cyrano de Bergerac", le film de Jean-Paul Rappeneau, a battu, en Angleterre, tous les records d'affluence pour un film non anglophone. Sur Londres et six autres villes et en trois semaines : *100.000 spectateurs.***

■ "Sviatoslav Richter, 75 ans, le plus célèbre des pianistes russes actuels entreprend une tournée de huit concerts en France. Dates arrêtées : Nîmes, le 8 ; Besançon, le 20 ; Roanne le 23. Au programme : J.-S. Bach.

■ **"42e Rue", la comédie musicale qui a fait les beaux soirs du Châtelet pendant deux mois sera reprise au théâtre Mogador, à partir du 23 février.**

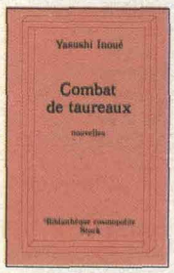
■ ...Suite au petit, le grand écran : on a eu "Autour de minuit", de Bertrand Tavernier et "Bird", de Clint Eastwood. Voici Ray Davies, ex-Kinks, qui annonce un film documentaire sur Charlie Mingus, couplé avec un disque hommage de plusieurs rock-stars (Elvis Costello, Tom Waits) au contrebassiste disparu.

■ **Patricia Highsmith a soufflé les bougies de son 70e anniversaire en mettant la dernière main à un roman dont le héros sera à nouveau Thomas Ripley, le meurtrier impuni. "Un homme d'une façade parfaitement respectable, dit-elle, mais absolument amoral."**

PAGES CULTURE ETABLIES PAR
Jacques Garat
avec Nicole André (théâtre)
Frédéric Taddéi (jazz - variétés)
et Pierre Ysmal (policiers).

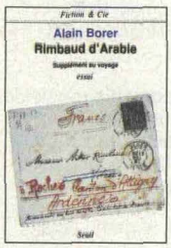
post-scriptum

YASUSHI INOUÉ :
"Combat de taureaux"



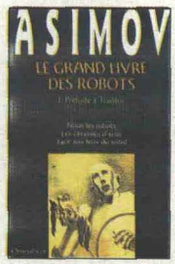
Du grand écrivain japonais qui vient de mourir, cinq nouvelles qu'il avait réunies lui-même parmi ses préférées.
Dans ce texte, c'est celui qui donne son titre à ce volume : "Combat de taureaux", qui avait valu à Yasushi Inoué le prix Akutagawa, la distinction littéraire n°1 du Japon, et avait initié sa carrière d'écrivain. C'était en 1949 ; Inoué avait déjà 42 ans. Ici, donc, cinq tableaux précis et fortement suggestifs.
Stock, 224 p., 55 F.

ALAIN BORER :
"Rimbaud d'Arabie"



24 juin 1876, Arthur Rimbaud, qui a signé un engagement dans l'armée des Indes néerlandaises, est à bord du "Prins van Oranje". Le bateau fait escale à Port-Saïd. Dix jours plus tard : Aden. Depuis vingt-trois ans qu'il est sur terre, Rimbaud espère, il appelle cette rencontre avec l'Orient. L'éblouissement surpasse l'attente. D'Aden à Alexandrie, de l'Ethiopie au Caire, il y passera la presque totalité des quinze ans qui lui restent à vivre.
Quinze tableaux dans ce livre, petit, dense, fervent, comme vécu par substitution. Par un rimbaldien corps et âme.
Seuil, 96 p., 59 F

ASIMOV :
"Le Grand Livre des robots"



Asimov a publié plus de 400 livres. Asimov c'est "la machine à écrire humaine". La productivité, dit-il, s'accroît d'elle-même : le second livre d'astronomie est plus vite écrit que le premier et ainsi de suite.
Asimov, ce sont des histoires de robot, comme une hantise. Voici énoncées les trois fameuses lois de la robotique et trente-trois nouvelles où apparaissent les robots "positroniques". La suite à l'automne.
Presses de la Cité-Omnibus, 1.004 p., 135 F.

PIERRE ANSART :
"Les Sociologies contemporaines"



Considérable foisonnement actuel de la sociologie française. Quatre courants se dégagent, selon Pierre Ansart. Respectivement autour de Pierre Bourdieu, Michel Crozier, Raymond Boudon et enfin Georges Balandier et Alain Touraine.
Chacun de ces courants : science de la réalité sociale, sociologie des organisations, approche individuelle et science des changements sociaux sont des modèles théoriques avec leurs méthodes et leurs exigences critiques. Mais aussi des visions du monde différentes.
Seuil-Points, 246 p., 48 F.

DOMINIQUE SCHNAPPER & HENRI MENDRAS
"Six manières d'être Européen"



Très intéressante traversée de l'Europe. L'énorme risque de cette observation sociologique sur six façons de se comporter oscillait entre des schématisations caricaturales ou une non moins rapide homogénéisation. L'écueil à été évité : ce sont les tendances qui ont été mises en lumière.
Ce terrain des recherches comparatives internationales est encore très peu exploré. Les classifications statistiques n'y sont pas adaptées. Comment l'Allemagne, l'Espagne, la Grande-Bretagne, la France et l'Italie ont-elles vécu les chapitres parallèles d'une même histoire économique et sociale ? Réponses.
Gallimard, 302 p., 100 F.

"DICTIONNAIRE DE LA PEINTURE ALLEMANDE"



En fait, il s'agit ici de la peinture allemande et de celle des pays d'Europe centrale : Autriche, Suisse, Hongrie, Tchécoslovaquie, Pologne. C'est le répertoire de quelque cinq cents peintres de ce vaste territoire du Rhin à la Vistule : de Cranach et Dürer à Klee et Kandinsky.
200 documents en couleurs illustrent cette vaste production. Notices sur écoles, courants et tendances.
Larousse-Essentiels, 420 p., 185 F.

ALAN WALKER :
Franz Liszt



Un des deux grands prêtres (au sens propre) de la musique : l'autre fut Vivaldi. L'un et l'autre ont eu, en quelque sorte, une double vie. Simultanément pour Vivaldi, Janus tantôt dévôt, tantôt fêtard. Consécutivement pour Liszt qui fut le fieffé collectionneur des délicates beautés qui, de Nohant à Weimar, se pâmaient devant le plus éblouissant virtuose de tous les temps, avant qu'une crise mystique ne le transforme.
Alan Walker a travaillé quinze ans à ce livre. Il présente Liszt comme la figure centrale du siècle romantique. Biographie fouillée. Mais aussi analyse serrée de sa musique. Ce premier volume couvre la période 1811-1861.
Fayard, 1172 p., 298 F.

PURCELL :
"La Tempête"



1695 : dans quelques petites semaines, Henry Purcell, 36 ans, sera inhumé dans l'abbaye de Westminster au pied de l'orgue qu'il connaissait si bien. Il s'est littéralement tué à la tâche et meurt de surmenage.
En huit ans, il aura tout écrit et n'aura composé que des chefs-d'œuvre. Voici "La Tempête", inspirée de Shakespeare -dont c'était également la dernière tragédie-, sous la direction de John Eliot Gardiner. C'est Purcell imaginatif, dansant, en verve. Entre drame et humour.
Erato, 45556, 57"29", env. 125 F

VIVALDI :
"Doubles concertos pour flûte et violon"



Jean-Pierre Rampal et Isaac Stern sont, à la ville comme à la scène, des complices innés. Et à la scène de plus en plus fréquemment associés, au point qu'ils choisissent -dans le répertoire pourtant immense s'offrant à chacun de leurs instruments- les œuvres qui les réuniront.
C'est pour le plaisir de se retrouver encore qu'ils ont adapté pour flûte et violon six des plus beaux concertos pour deux violons de Vivaldi. C'est peu de dire que leur plaisir, flagrant, est également le nôtre.
Sony-Classical, 45 867, 59"59", env. 125 F

TSF :
"Ca va, ça va"



Ils firent la première partie de Michel Jonasz à "La Cigale". "Ca va, ça va" fait un malheur au Japon. Leur nom évoque les plus belles heures de "Ploum-ploum, tra-la-la" ou de "Reine d'un jour". Qui est-ce ? Ils se nomment TSF et ne devaient pas être bien vieux lorsque Jean Nohain n'avait (déjà) plus d'âge. Ils font swinguer tout ce qui bouge, y compris les fils du Soleil Levant. Ces quatre vocalistes, alliant le talent des groupes "in" et l'humour d'un Bobby Lapointe, nous offrent un jazz rafraîchissant. Des chansonnettes vaguement autodérisoires : "La Vache et le cheval" ou des ballades bucoliques sur les monts enneigés de la "Savoie". Rafraîchissant.
Adès JMS 050-2, 51'32", env. 120 F.

Agenda

Classique

ALBI
Leontyne Price. Récital. Théâtre, le 15 à 21h. ☎ 63.54.11.11
BESANÇON
"La Périchole" (Offenbach) : Théâtre, les 9 et 10. ☎ 81.80.73.26
CANNES
F.-R. Duchâble. Théâtre Debussy, le 10 à 17h. ☎ 93.39.01.01
LA ROCHELLE
Orch. nat.de Bordeaux-Aquitaine (Brahms, symph. 3 et 1, le 8 ; 2 et 4, le 9) Maison de la Culture. ☎ 46.51.54.00
LIMOGES
André Isoir (orgue). Eglise du Sacré-Cœur, le 14 à 20h30. ☎ 55 34 17 91
PARIS
• Maria Joao Pires (Beethoven, Mozart, Schumann). Th. des Champs-Elysées, le 9 à 20h30. ☎ 47.20.36.37
• "Le Roi David" (Honegger), dir. G. Prêtre, Th. Ch.-Elysées, le 14 à 20h30. ☎ 47.20.36.37
TOULOUSE
"La Straniera" (Bellini), dir. M. Verti. Capitole, du 12 au 21. ☎ 61.22.80.22

Danse

GRENOBLE
"Achterland" de A.-T. de Keersmaeker. Le Cargo les 8 et 9. ☎ 76.24.49.56
PARIS
Catherine Sagna (19h30), Mela Fattoumi et Eric Lamoureux (21 h). Th. de la Bastille, du 12 au 16. ☎ 43.57.42.14

Expositions

CREST (26)
Serge Landois. Sculptures. Galerie Rekow, jusqu'au 17. ☎ 75.25.46.33
LYON
Bernard Descamps. Photographies. Réverbère, jusqu'au 23. ☎ 72.00.06.72
PARIS
Juan Gris. 30 dessins de 1915 à 1921. Beaubourg, sf . mardi. ☎ 42.77.12.33

Rock & variétés

Iggy Pop
LYON, Transbordeur, le 12. RENNES, salle omnisports, le 14. PARIS, Zénith, le 15.
Maze
PARIS, Elysée-Montmartre, le 16.

Jazz

Steve Kahn, Anthony Jackson, Dennis Chambers *: MARSEILLE, le 8 ; NICE, le 9.*
Louis Sclavis *: BREST, le 8 ; ANGERS. le 13 ; ST-NAZAIRE, le 14 ; COMBS-LA-VILLE, le 15 ; DOUCHY-LES-MINES, le 16.*
Abbey Lincoln *: PARIS, Châtelet : 8 et 9.*
Barney Wilen et Alain Jean-Marie, *ST-FONS, Caveau Jazz, le 15.*
Martial Solal *: QUIMPER, le 14.*
Martial Solal et Michel Portal *: LIMOGES, C. culturel Jean-Gagnant, le 16.*
Michel Portal *: LE HAVRE, le 15.*

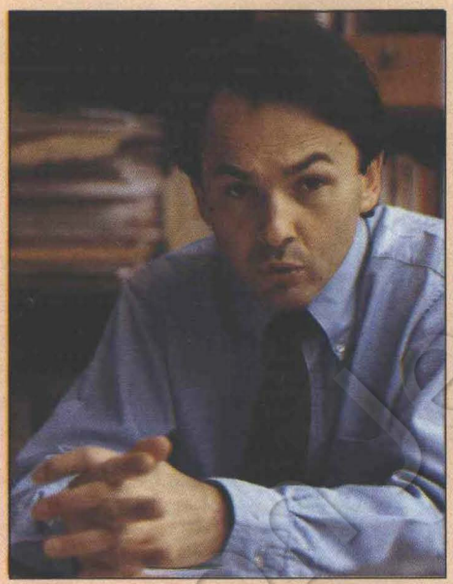
Théâtre

AUBERVILLIERS
"Le Jeu à l'envers" (d'après A. Tabucchi), jusqu'au 17. ☎ 48 34 67 67
PARIS
• "L'Archipel sans nom" (Jean Tardieu), jusqu'au 24. Théâtre 14. ☎ 45 45 49 77
• "Seul en scène", de, et avec Jacques Weber, théâtre Renaud-Barrault, jusqu'au 20. ☎ 42 56 60 70
STRASBOURG
"Fin de siècle" , d'après Oscar Wilde, TNS, du 7 au 12. ☎ 88 35 44 52

GILLES KEPEL

Remplacer le règne de la raison par celui de Dieu : un combat des mouvements islamistes mais aussi de juifs ultra-orthodoxes, d'évangélistes américains et d'une partie des catholiques. Diagnostic de Gilles Kepel, auteur de "La Revanche de Dieu". *

"Vendredi". Comment analysez-vous la montée des mouvements religieux ?
Gilles Kepel. A partir du milieu des années 70, l'effondrement du marxisme et des utopies sociales entraîne une crise des idéologies. Dans les années 70, commence l'agonie du système communiste, dont la mort clinique est observée en 1989. La guerre d'octobre 1973 entre Israël et les pays arabes marque la fin des "trente glorieuses" et de l'idée que la consommation est sans limite. Les conséquences de la guerre, l'augmentation du prix du pétrole, l'inflation, le chômage, portent en germe une mise en cause de l'ordre social. D'autant que la bipolarité Est-Ouest subit ses premiers craquements.
Des mouvements fondateurs d'une affirmation de l'identité religieuse font leur apparition sur la scène publique. Beaucoup avaient connu une phase de constitution idéologique dans les années 60. Mais la tourmente culturelle de 1968 semblait les avoir mis sur la touche. En fait, ils accomplissaient leur traversée du désert et resurgissent au milieu des années 70.
Jusqu'au milieu des années 80, on assiste à une réislamisation, une rejudaïsation, une rechristianisation "par le haut". Objectif : en se référant essentiellement aux textes sacrés, une subversion de l'ordre social par l'instauration d'un ordre transcendant. Soit par la prise du pouvoir, comme en Iran, soit par les pressions exercées sur l'Etat, comme le Goush Emounim en Israël, qui, à travers une politique provocatrice d'implantation dans les territoires occupés, veut forcer l'Etat hébreu à abandonner son caractère séculier et hâter sa transformation en royaume messianique.
Même démarche des mouvements fondamentalistes américains, comme la "Majorité morale", qui mobilisent leur électorat en faveur de Reagan pour tenter de faire passer la prière à l'école, l'interdiction de l'avortement.
Nulle part les religieux n'ont réussi à prendre le pouvoir. Sauf en Iran. Dans ce pays chiïte, l'alliance entre un clergé indépendant et les jeunes intellectuels a permis la jonction avec les masses iraniennes. Mais dans le monde sunnite, les clercs refusent cette alliance.
En Amérique comme en Israël, non seulement les mouvements religieux n'ont pas réussi à prendre le pouvoir, mais leurs prises de position suscitent des réactions hostiles. Au milieu de la décennie 80, changement de stratégie, l'essor religieux se fait "par le bas". L'objectif n'est plus l'Etat mais l'individu : application dans la vie quotidienne des injonctions contraignantes de la religion et rupture totale avec les mœurs de la société ambiante au profit d'une intégration communautaire.



Le politique n'arrivant plus à exprimer toute la conflictualité des rapports sociaux, les mises en cause de l'ordre social s'expriment ailleurs.

Comment ces structures communautaires se mettent-elles en place ?
Par le prosélytisme et le contrôle des enfants. Cela donne, en France, le réseau des écoles confessionnelles juives, les cours coraniques. Ainsi, dans les écoles Loubavitch, on étudie la Bible le matin, l'après-midi les mathématiques et le français, mais ni histoire-géographie, ni instruction civique, rien qui enracine dans la nation.
L'absence de projet politique et d'utopie laïque mobilisatrice aujourd'hui conduisent inéluctablement à une fragmentation de la société en communautés éclatées. Le politique n'arrivant plus à exprimer la conflictualité des rapports sociaux, les mises en cause de l'ordre social s'expriment ailleurs.

Vous soulignez les traits communs entre les différents mouvements religieux...
La nouveauté de tous ces mouvements réside dans la surreprésentation des jeunes diplômés, en science généralement, et particulièrement en sciences appliquées. Autre point commun, ils portent un jugement très pessimiste sur le XXe siècle. Des juifs et des chrétiens dénoncent dans le génocide juif et les camps soviétiques la responsabilité de la raison, émancipée de la foi depuis le siècle des Lumières. Dès lors qu'il n'y a plus de valeur supérieure à la raison, il n'y a plus d'éthique ; le pire devient possible, donc le nazisme et le stalinisme, où l'homme n'est plus perçu comme créature de Dieu mais objet d'expérimentations sans bornes d'une raison devenue perverse. L'interprétation par certains mouvements ultra-orthodoxes juifs de l'holocauste comme châtiment divin contre les juifs qui ont voulu s'intégrer, relève de la même logique.

Quelles différences voyez-vous entre ces mouvements ?
Elles sont fonction de l'environnement social. Il est bien sûr différent dans les bidonvilles d'Alger, en Virginie et à Jérusalem. Les situations de misère sociale absolue dans le monde musulman favorisent les relations entre élites islamisées et masse déshéritée. En revanche, dans le monde catholique, cette liaison est beaucoup plus rare. En Europe occidentale, la situation n'est pas comparable à celle de l'islam ou de certains quartiers ghettos de Jérusalem, mais cela ne devrait pas empêcher de prendre ces mouvements au sérieux. Je ne les considère ni comme la cause du mal, ni comme le remède, mais comme un symptôme qu'il est urgent d'interpréter du dysfonctionnement de nos sociétés.

Comment analysez-vous la guerre du Golfe ? Quelles conséquences ?
La communautarisation conduisait logiquement à la guerre. En termes de mobilisation, l'usage du vocabulaire religieux par Saddam Hussein a joué un rôle fondamental. C'est aussi un catalyseur pour les gens qui se trouvent en situation d'exclusion, en France notamment. D'où l'urgence d'une politique anti-ghetto, de la relance de la politique de la ville.
L'après-guerre sera décisif. J'envisage deux options. L'Irak est détruit mais rien ne change : pas d'Etat pour les Palestiniens, la richesse reste entre les mêmes mains sans redistribution de la manne pétrolière. Un autre Saddam ressurgira en Egypte, en Syrie ou en Algérie. C'est la logique type traité de Versailles qui fait éclore un nouvel Hitler. L'autre logique est celle du plan Marshall : conférence internationale, redistribution et Etat palestinien. C'est la position de la France qui, même si elle lui vaut beaucoup d'inimitiés, est la seule réaliste à terme.

Propos recueillis par B.C. et P. J.

** Seuil*

19 91

"LA RECONNAISSANCE POUR TOUS DU DROIT À LA QUALIFICATION"

Le Crédit Formation Individualisé propose une formation gratuite et personnalisée pour tous ceux qui n'ont pas de qualification et qui veulent acquérir un véritable métier.

Aujourd'hui, la seconde chance c'est possible.
Etre positif c'est notre volonté !
L'Etat s'y engage.
L'Entreprise s'y engage.
Le CFI s'y emploie.

CFI : DU POSITIF POUR CEUX QUI EN VEULENT

Crédit Formation Individualisé

Robert & Partners

Secrétariat d'Etat à la Formation Professionnelle

Coll. Fondation Jean-Jaurès